PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 18 juin 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Un nouvel espoir pour cette usine à l'arrêt près de Rouen (Paris Normandie)
- Le Havre. Siemens Gamesa : une extension finalisée, mais quel avenir à long terme? (Le Courrier Cauchois)
- Près de Lillebonne. "J'ai foncé" : à moins de 25 ans, ils osent créer leur entreprise et décrochent une finale nationale (Le Courrier Cauchois)

Sécurité

- En Seine-Maritime, un engin explosif découvert sur un chemin près d'une plage (Paris Normandie)
- Rouen. Avec une pierre, deux jeunes dont un mineur dégradaient un ou plusieurs véhicules en centre-ville (Le Courrier Cauchois)
- Yvetot. Manœuvres spectaculaires, visites et rencontres chez les pompiers (Le Courrier Cauchois)
- Centre de rétention administrative d'Oissel Le tribunal administratif rejette la demande de fermeture (Tendance Ouest)
- Seine-Maritime. Le Promobus de la police suscite des vocations : "On se dit qu'on peut le faire nous aussi" (Tendance Ouest)
- Les douanes aux côtés des entreprises (Normandinamik)

Culture

- « Très heureux » : à Veules-les-Roses, le cinéma d'art et essai Le Rex obtient les 5 labels d'excellence (Paris Normandie)
- Après des années sans célébration, la Fête de la musique renaît à Etretat (Paris Normandie)
- Soren, 16 ans, a relevé le défi de la dictée « en gare » à Dieppe : « Une ambiance de compétition » (Paris Normandie)
- Lillebonne. Trois jours au rythme de la Rome antique (Le Courrier Cauchois)
- Seine-Maritime. Fête de la musique : la rédaction vous propose une sélection des endroits où il faudra être (Le Courrier Cauchois)
- Rives-en-Seine. Huit scènes et une boum géante au programme ! (Le Courrier Cauchois)
- C'est l'un des plus importants festivals des arts de la rue d'Europe : Viva Cité est de retour à Sotteville-lès-Rouen (Tendance Ouest)

Environnement

- Bacqueville-en-Caux. L'association DUTC interpelle les élus sur le prix de l'eau (Le Courrier Cauchois)
- La dépollution de Bolloré Logistics n'avance pas assez vite : l'État épingle encore le propriétaire de l'entrepôt brûlé (76actu)

Collectivités locales, infrastructures et équipements publics

- Embarqué avec Guillaume Levasseur, conducteur de bus à Rouen primé pour sa conduite (Paris Normandie)
- Au Havre, le Stade Océane va-t-il changer de nom ? (Paris Normandie)
- Mobilité. Le pont de Tancarville fermé une nuit en début de semaine prochaine (Le courrier Cauchois)
- Entre la Région Normandie et l'université de Caen, suspicion de mélange des genres et de copinage (Le Poulpe)

Éducation

- Beuzeville-la-Grenier. Aucun élève en classe, l'action école morte unanimement suivie (Le Courrier Cauchois)

Social et société

- « Nos communautés trinquent » : à Rouen, la marche des fiertés défilera contre le sida (Paris Normandie)
- Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives (Paris Normandie)
- La Cerlangue. L'école du lien, un café associatif pour créer de la vie et des échanges ouvre ses portes (Le Courrier Cauchois)
- Bolbec. " C'est un succès humain, mais un problème économique " : l'ESAT alerte la députée (Le Courrier Cauchois)
- Fécamp. Domaine des Embruns : le projet relancé (Le Courrier Cauchois)
- L'Armada de Rouen 2027, c'est dans un an ! En attendant, le mythique Belem a accosté sur les quais, découvrez comment le visiter gratuitement (France 3 Normandie)
- « Je veux éviter une autre affaire Lyhanna » : victime d'agression sexuelle à 11 ans, il décide de prendre la parole (76actu)
- Grâce aux drones, des bénévoles traquent les faons avant le passage des engins agricoles près de Dieppe (76actu)

Patrimoine

- En Seine-Maritime, les pelleteuses effacent 70 ans d’histoire en détruisant cette église (Paris Normandie)

Santé

- CHU de Rouen : une première qui va révolutionner le dépistage précoce du cancer du poumon (Paris Normandie)
- Normandie. "Les eaux de baignade sont de bonne qualité" : ils chassent les bactéries pendant l'été (Tendance Ouest)

paris-normandie.fr

Un nouvel espoir pour cette usine à l’arrêt près de Rouen

Anthony Quindroit

5–6 minutes

Alors que l’avenir de Fibre Excellence – et par extension, celui de Chapelle Darblay – se jouait à Toulouse mercredi 17 juin 2026, le tribunal de commerce a octroyé un délai supplémentaire pour prendre en compte de nouveaux éléments.

Ajouter Paris Normandie sur Google



« L'usine qui ne meurt jamais » : le slogan est toujours d'actualité pour Chapelle Darblay. - archives Paris Normandie / STÉPHANIE PÉRON

CLÉMENT



Par Anthony Quindroit

Publié: 17 Juin 2026 à 20h34 Temps de lecture: 2 min

Il y avait trois scénarios possibles pour Fibre excellence, mercredi 17 juin 2026. Le tribunal de commerce de Toulouse a choisi… le quatrième ! L'audience a été décalée au 6 juillet 2026, le temps de prendre en compte l'arrivée dans l'équation d'un nouvel investisseur dont le nom n'a pas été communiqué. Celui-ci viendrait apporter de nouvelles garanties à l'unique offre de reprise du groupe aux deux usines bien loin de la Normandie (Tarascon et Saint-Gaudens, 670 emplois).

« Des garanties » nouvelles

Si le destin du producteur de pâte à papier intéresse autant en Seine-Maritime, c'est parce que la potentielle relance de l'usine Chapelle Darblay à Grand-Couronne est liée à la survie de Fibre excellence. Le groupe français devait en effet remettre en route le site industriel normand, à l'arrêt depuis 2019 et sauvé de la disparition après son rachat par Veolia et Fibre excellence en 2022.

Un peu plus qu'un répit, donc, pour Cyril Briffault, délégué syndical cégétiste de Chapelle. *« L'arrivée de cet investisseur apporte des garanties au dossier de reprise qui pouvait montrer des fragilités »*, apprécie-t-il. Du côté de la Métropole de Rouen, qui avait participé au sauvetage du site en le métropolisant avant de le céder aux industriels, Abdelkrim Marchani (vice-président en charge de l'Économie) accueille également positivement ce délai et les nouvelles garanties : *« Mais c'est aussi à l'État de prendre ses*

responsabilités pour apporter son soutien et ses garanties à cette reprise. »

Lire aussi



À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère



Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives





À Rouen, pour les 50 ans de la bibliothèque de la Grand-Mare, les collégiens écrivent au futur

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Grand-Couronne (Seine-Maritime) Seine-Maritime Normandie

Contenus sponsorisés

Annonces légales

Consulter les annonces Publier une annonce

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen





Video

[Balade sur la Seine à bord du Belem : immersion sur un trois-mâts mythique entre Caudebec et Rouen]



[« Nos communautés trinquent » : à Rouen, la marche des fiertés défilera contre le sida]



[À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère]



[Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives]



[Embarqué avec Guillaume Levasseur, conducteur de bus à Rouen primé pour sa conduite]





Un nouvel espoir pour cette usine à l'arrêt près de Rouen

Voir plus d'articles

Juste pour vous

lecourriercauchois.fr

Le Havre. Siemens Gamesa : une extension finalisée, mais quel avenir à long terme?

Luc Gallais

4–5 minutes

"*La dernière fois que j'étais ici, c'était il y a deux ans. A l'époque, on se demandait un peu où on allait ensemble.*" Venu en tant que ministre de l'Industrie en mars 2024, Roland Lescure, désormais en charge de l'Economie, a pu mesurer le chemin parcouru et les changements apportés en visitant l'usine Siemens Gamesa. Après un an et demi de travaux, et un chantier qui a nécessité 200 millions d'euros, le site havrais a inauguré son extension lundi 15 juin.

Des premières pales de 115 mètres produites

Après avoir produit des nacelles et des pales de 81 mètres de longueur, l'usine, qui s'étend sur près de 80 000 m^2 (+ de 12 500 m^2 supplémentaires), a commencé à concevoir des pales de 115 mètres. Les neuf premières ont été expédiées, depuis Le Havre, vers le projet éolien nommé Thor, sur la côte ouest du Danemark. Cette extension permet à Siemens Gamesa de se positionner sur le marché des éoliennes de dernière génération, pour des parcs éoliens en mer au Danemark, au Royaume-Uni et en Pologne. "*Et on espère, demain, pour des projets en France*", souligne Yara Chakhtoura, présidente de Siemens Energy et Siemens Gamesa France. L'usine havraise est la

troisième en Europe à pouvoir produire des pales de cette dimension, après Hull (Angleterre) et Aalborg (Danemark). "*Les éoliennes de 15 MW, les plus puissantes au monde, sont capables de produire chacune l'équivalent de la consommation de 19 000 foyers en électricité verte*", indique la société espagnole.

Le ministre de l'Economie a pu observer le savoir-faire spécifique des employés de l'usine qui, pour certains, se sont formés pendant plusieurs semaines au Danemark. Les pales, conçues en un seul morceau, sont composées en résine, fibre de verre, bois de balsa et intègrent désormais des éléments de carbone.

Appels d'offres

Roland Lescure a reçu les doléances de Yara Chakhtoura. "*Il est essentiel que les calendriers d'appel d'offres soient respectés. C'est à cette seule condition que les investissements industriels peuvent s'inscrire dans la durée* ", a déclaré la présidente. Et ce, alors que le gouvernement vient de publier les cahiers des charges de l'appel d'offres n° 10 (AO10), qui prévoit d'ici 2035 onze projets de parcs éoliens répartis sur l'ensemble des façades maritimes, pour une puissance totale de 10 GW (dont près de 4GW au large de Fécamp). "*L'Etat a été présent pour accompagner le mouvement, l'avenir s'annonce radieux. On s'est assuré que, dans ces appels d'offres, on puisse offrir des bonus pour créer de l'emploi chez nous. J'espère que la préférence européenne va faire en sorte que l'entreprise soit bien placée*", a affirmé Roland Lescure.

"On est très inquiets sur l'avenir de l'usine"

Des propos qui n'ont pas rassuré les syndicats. "*En France, les appels d'offres traînent un peu, nous sommes très inquiets pour l'avenir de l'usine. L'AO10 prévoit 50 % d'éolien flottant et 50 % d'éolien posé. Si Siemens ne se positionne pas sur le flottant, on*

risque de perdre la moitié du marché", souligne Jordan Ruiz. Le délégué CGT déplore une baisse du plan de charge de l'usine. "*Des projets ont été décalés, d'autres annulés. On est 980 salariés en CDI à l'usine et 220 intérimaires. Aujourd'hui, l'entreprise ne prend plus aucun autre intérimaire.*" En mars 2025, la société prévoyait la création de 200 emplois supplémentaires, pour atteindre "*jusqu'à 1 600 salariés directs et indirects*". On est un peu loin du compte. "*Le site havrais est stratégique, avec un carnet de commandes de l'ordre de 16 GW sur plusieurs années*", a souligné, comme pour rassurer, Yara Chakhtoura.

lecourriercauchois.fr

Près de Lillebonne. "J'ai foncé" : à moins de 25 ans, ils osent créer leur entreprise et décrochent une finale nationale

Cédric Thomire

3–4 minutes

Créer son entreprise n'est pas facile. Quatre jeunes de l'agglomération ont osé se lancer. Accompagnés par le Groupement de créateurs de la Mission locale pays de Caux vallée de Seine, ils participent à la finale nationale du concours organisé par le réseau. Un jury d'entrepreneurs et de professionnels étudie leurs projets, avec à la clé une aide financière. Résultats en septembre.

"Le concours du Groupement de créateurs m'a apporté de la confiance en moi"

Chloé Lemarchand, 24 ans, ambitionne de créer son activité de pâtisserie à domicile, à Port-Jérôme-sur-Seine. "*Le concours du Groupement de créateurs m'a apporté de la confiance en moi. Il a fallu que je présente mon projet à des professionnels, donc je devais être précise*", raconte la jeune femme, titulaire de deux CAP, d'un bac pro boulanger-pâtissier et d'un brevet technique des métiers. Pour lancer son activité, Chloé Lemarchand a eu le courage de démissionner du poste qu'elle exerçait jusqu'à récemment pour trouver un contrat à temps partiel lui permettant de se lancer.

- **A lire aussi.** Lillebonne. "Rien ne se fera sans les jeunes" : une nouvelle directrice pour la Mission locale pays de Caux vallée de Seine

"Il m'a aidé à avancer méthodiquement"

Charlotte Thomas, 21 ans, de Saint-Arnoult, veut lancer son food-truck de pizzaïolo, après avoir travaillé quatre ans dans une pizzeria. "*J'avais plein d'idées en tête. Le Groupement de créateurs m'a aidé à remettre les choses en ordre et à avancer méthodiquement*", confie-t-elle. Elle a déjà trouvé un camion équipé. Il lui reste à finaliser son business plan et son financement. "*Je suis aujourd'hui aide à domicile, mais je veux aller au bout de mon projet.*" A 22 ans, Romain Veroux, veut transformer sa pratique d'airsoft en activité professionnelle. Son idée : ouvrir un magasin au Havre dans lequel il vendrait l'armement factice, munitions et tenues. "*Si ça fonctionne j'aimerais bien proposer une aire de jeux intérieure couplée à la boutique... Mais j'ai constaté que les loyers sont chers.*" Dans l'attente du résultat du concours, il est préparateur de commandes en intérim.

- **A lire aussi.** Renault Sandouville. Le Trafic E-Tech va-t-il équiper l'Armée française ?

Un exemple de réussite

La preuve qu'il est possible de réussir, c'est Enzo Lavice, 22 ans, de Sainte-Marie-des-Champs, qui leur apporte. Après un CAP BP en alternance chez *Fleurs et Passion* à Bolbec pendant quatre ans et six mois au rayon fleurs d'une grande surface, il a ouvert sa boutique à Yvetot. "*J'ai eu la chance de discuter avec la dame qui vendait son commerce, une friperie à la base. Une vraie opportunité car le loyer n'était pas trop cher. J'ai foncé,* raconte-t-il. *J'ai commencé comme autoentrepreneur. Ça fonctionne bien. Je vais transformer le statut*

social de mon activité pour pouvoir me développer." Enzo Lavice explique qu'il n'aurait pas réussi à devenir commerçant sans le soutien du Groupement de créateurs. Avis aux amateurs.

paris-normandie.fr

En Seine-Maritime, un engin explosif découvert sur un chemin près d'une plage

Loïc Potier

~1 minute

Un engin explosif, datant probablement de la Seconde guerre mondiale a été découvert mardi 16 juin sur un sentier parallèle au GR21 entre le phare d'Ailly et la plage de Sainte-Marguerite-sur-Mer. Ce chemin est très fréquenté et la commune a pris un arrêté municipal (avec une petite erreur de date) à compter du 16 juin afin de sécuriser la zone. Des affiches ont été posées afin d'avertir les riverains et les touristes qui risquent de venir nombreux en raison du beau temps.

Enlèvement à venir

L'interdiction de toute circulation ne sera levée qu'une fois l'enlèvement de l'engin achevé par les services compétents en la matière. Le stationnement des véhicules sera interdit dans la zone de travaux. Les gendarmes d'Offranville sont mandatés pour faire respecter cet arrêté municipal.

lecourriercauchois.fr

Rouen. Avec une pierre, deux jeunes dont un mineur dégradaient un ou plusieurs véhicules en centre-ville

Adrien Verger

~2 minutes

Deux adolescents ont été interpellés après des dégradations commises sur des véhicules à Rouen. Les faits se sont produits dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin, vers 1h40, boulevard Gambetta. Alertée par un témoin, la police se rend rapidement sur place. Grâce aux indications fournies, les forces de l'ordre retrouvent peu après, place Saint-Marc, deux individus correspondant au signalement communiqué.

- **A lire aussi.** Un homme arrêté en flagrant délit après une série de cambriolages dans les commerces du centre-ville

Deux vitres latérales brisées

Les policiers procèdent alors à leur interpellation. Les constatations révèlent qu'au moins un véhicule en stationnement a été volontairement dégradé. Les vitres latérales ont notamment été brisées, à l'avant gauche et à l'avant droit. Lors de l'enquête, le témoin confirme avoir vu l'un des suspects en possession d'une pierre qu'il utilisait pour dégrader le véhicule. Les deux mis en cause, âgés de 15 et 18 ans, sont soumis à un dépistage d'alcoolémie qui se révèle négatif.

Ils devront répondre ultérieurement devant la justice de ces faits de vandalisme sur véhicule.

lecourriercauchois.fr

Yvetot. Manœuvres spectaculaires, visites et rencontres chez les pompiers

Anaëlle Dessole

~3 minutes

Poser en photo au pied de la grande échelle, monter à bord de l'ambulance, découvrir les impressionnants tuyaux des camions destinés à lutter contre les incendies : ce sont des moments qui marquent les petits (et aussi les grands !). Les portes ouvertes sont un rendez-vous incontournable dans la vie d'une caserne. Les pompiers vont se prêter au jeu de faire découvrir le métier et de mettre des étoiles dans les yeux des enfants. Le rendez-vous est donné ce samedi, dès 9h30.

"*Au-delà de faire découvrir le métier, l'objectif de cette journée est d'aller à la rencontre des gens et pourquoi pas, créer des vocations !*" C'est ainsi que le lieutenant Arnaud Duval, chef du centre d'incendie et de secours par intérim, présente cette nouvelle édition d'un événement attendu, d'autant que la caserne se situe à proximité directe de la mairie et que les riverains voient les véhicules partir en intervention.

Un casque de pompiers à remporter

"*Je trouve ça important d'être au centre de la ville pour faire voir notre métier, nos actions du quotidien, faire découvrir les engins*", appuie le professionnel.

Ils ont été une dizaine d'agents à préparer cette journée qui s'annonce riche en ateliers et découvertes pour les visiteurs. On peut relever, par exemple, la démonstration du lot de sauvetage et de protection contre les chutes (à 11 heures), la présentation du drone, la découverte des activités des sapeurs-pompiers volontaires et même le parcours ARI (appareil respiratoire isolant) dans la cellule d'entraînement.

Dans l'après-midi, les visiteurs pourront assister à deux importantes manœuvres avec extinction de véhicule léger (14h30), et désincarcération "*le clou du spectacle*" (16h30). En parallèle, les pompiers présenteront leurs engins et même des anciens engins.

Extinction, désincarcération

L'amicale assure le volet restauration et une tombola est organisée pour l'œuvre des pupilles. A remporter : un casque de pompiers customisé aux couleurs du centre d'incendie et de secours et de l'œuvre des pupilles. Le centre d'incendie et de secours d'Yvetot compte 15 véhicules, 80 sapeurs-pompiers volontaires et 12 professionnels. En 2025, ils ont effectué 2 800 départs, dont près de 2 000 en secours à victime. Ces portes ouvertes seront aussi l'occasion de visiter le centre, de venir à la rencontre des pompiers, de poser des questions aux soldats du feu.

Portes ouvertes de 9h30 à 17h30. Entrée libre et gratuite.

tendanceouest.com

Centre de rétention administrative d'Oissel. Le tribunal administratif rejette la demande de fermeture

Pierre Durand-Gratian

~2 minutes

Le tribunal administratif de Rouen a été saisi en urgence par une procédure de référé-liberté concernant le Centre de rétention administrative (CRA) d'Oissel.

L'ordre des avocats du barreau de Rouen, le syndicat des avocats de France et l'association de défense des étrangers sont à l'origine de cette procédure, considérant que les droits des personnes retenues au sein du CRA, des étrangers en attente d'être éloignés vers leur pays d'origine, n'étaient pas respectés.

Des permanences qui ont repris

A l'origine de cette demande, le fait que l'association France terre d'asile n'assurait plus ses missions au sein du CRA *"à la suite d'agressions verbales et physiques subies par ses salariés",* rappelle le tribunal dans un communiqué justifiant de sa décision. Les associations et avocats ont donc fait valoir la dégradation du service d'information et d'assistance juridique pour justifier la fermeture.

Mais France terre d'asile a entre-temps repris ses permanences au CRA, à partir du lundi 15 juin dans l'après-midi, et a assuré des permanences téléphoniques.

"Les juges des référés [...] ont considéré que les droits des étrangers n'étaient pas manifestement méconnus. Ils ont également relevé que, si des incidents avaient été signalés ces derniers mois, la situation ne révélait pas une carence manifeste de l'administration mettant en danger les personnes retenues", conclut le communiqué.

tendanceouest.com

Seine-Maritime. Le Promobus de la police suscite des vocations : "On se dit qu'on peut le faire nous aussi"

Justine Carrère

~3 minutes

A l'occasion de la Quinzaine Normandie de l'emploi public, le camion Promobus de la police nationale sillonne pour la première fois le département de la Seine-Maritime depuis lundi 15 juin. Après Lillebonne, et Fécamp, le camion a fait étape à Rouen mercredi 17 juin jusqu'à 15h.

"Je suis en recherche d'emploi et je me dirige vers la police nationale"

Depuis 10h30, le Promobus qui s'est installé place de la cathédrale à Rouen, a attiré les passants comme Ryan Dufils, 20 ans. *"Je suis en recherche d'emploi et je me dirige vers la police nationale, qui est une passion pour moi*, confie-t-il. *Dans mon enfance, j'ai dû faire face à des situations compliquées. Le métier de policier permet de protéger des personnes qui pourraient vivre ce que j'ai vécu"*, raconte celui qui a pu échanger avec les forces de l'ordre présentes sur les lieux. *"J'ai appris beaucoup de choses sur le métier, ce qui se passe à l'école de police, en formation et en stage"*, assure-t-il. Selon lui, *"ça donne encore plus de motivation. On se dit qu'on peut le faire nous aussi, il ne faut rien lâcher !"*, lance-t-il. Après avoir raté le concours de policier

adjoint à deux reprises, il compte le repasser en septembre prochain.

Un manque de connaissance des métiers de la police nationale : le Promobus en mission

L'une des missions du Promobus est de donner de la visibilité aux métiers de la police nationale et de susciter des vocations en rencontrant le public directement sur le terrain. *"Oui, on manque d'effectif dans la police nationale mais par manque de connaissance de tous les métiers possibles qui vont de l'administratif, à la technique en passant par l'actif* (métiers sur le terrain)*"*, explique Margareth Potier, responsable de l'antenne recrutement sur l'ensemble de la Normandie au sein de la police nationale. Le fait d'aller à la rencontre du public ne permet pas seulement *"d'avoir des dossiers purement de candidatures mais aussi de se montrer"* et de rendre visible la pluralité des métiers de la police nationale (police scientifique, brigade motorisée, policier adjoint, CRS, etc.).

Prochaines étapes à Dieppe et au Havre

Jeudi 18 juin, le Promobus se rendra à Dieppe de 10h à 16h, fontaine du quai Henri IV. Vendredi 19 juin de 10h à 17h, il sera au Havre, au niveau du front de mer.

normandinamik.cci.fr

Les douanes aux côtés des entreprises

Jacques-Olivier Gasly

4–5 minutes

Bien connues pour leurs actions de contrôle aux frontières, les missions des services des douanes ne peuvent cependant pas être limitées à cette partie visible de la lutte contre les produits stupéfiants ou encore l'importation illégale de marchandises (produits authentiques mais soumis à des taxes d'importation ou produits de contrefaçon, par exemple). Car en luttant contre toutes les formes de fraude, les services des douanes sont également au service des consommateurs, qui peuvent se retrouver exposés à des produits potentiellement dangereux, ainsi qu'au service des entreprises françaises dont la pérennité économique peut être engagée…

« Selon une étude de l'OCDE de 2025, le trafic de contrefaçon représenterait 2,3 % du commerce international et jusqu'à 4 % des importations dans l'Union européenne. Ainsi, en 2025, la douane française a saisi, pour la troisième année consécutive, plus de 20 millions d'articles de contrefaçon, dont 1,1 million par les seuls services douaniers normands », détaille Laurence Coredo, directrice régionale des douanes de Rouen.

Devant elle trônent plusieurs articles contrefaits de marques de luxe, récemment saisis lors d'une opération de contrôle réalisée par ses services. Parmi eux, une paire de chaussures et un sac dit de haute couture, derniers vestiges de cette saisie, l'ensemble du stock ayant été détruit pour des raisons évidentes de sécurité à l'approche de l'un

de ces longs week-ends de mai qui se profilait lors de la réalisation de cette interview.

Mais ce que l'on sait moins, c'est qu'au-delà des grandes marques, régulièrement sources d'inspiration, toute entreprise disposant d'un droit de propriété intellectuelle peut également demander à bénéficier de la protection du service des douanes.

« Une fois que l'entreprise a déposé sa marque, son produit ou un brevet auprès des services de l'INPI (cf. notre article du 19/05/2026), elle devient titulaire d'un droit de propriété. Une fois cette démarche effectuée, elle peut alors se tourner vers nous et nous adresser une demande d'intervention. Dès lors, lorsque, au cours d'une intervention, nos services identifient une marchandise suspecte et la placent en retenue douanière, ils peuvent consulter la base de données, où sont indiquées les spécifications techniques fournies par les industriels eux-mêmes, et vérifier s'il existe un droit de propriété intellectuelle. Si tel est le cas, nous contactons l'entreprise, qui dispose alors de 10 jours pour confirmer la contrefaçon et demander sa destruction, indépendamment du volet judiciaire », détaille Nathalie Lejeune, cheffe du Pôle Action Economique (PAE) au sein de la direction régionale des douanes de Rouen, tout en rappelant qu'il s'agit d'une procédure totalement gratuite proposée par l'administration.

En revanche, si aucune demande d'intervention n'a été formulée au préalable, les services des douanes ne disposent que d'un délai de 3 jours pour retenir les marchandises et permettre à l'entreprise titulaire d'un droit de propriété intellectuelle de confirmer s'il s'agit bien d'une contrefaçon et de déposer, dans l'urgence, une demande d'intervention.

En Normandie, il existe trois PAE, à Rouen, au Havre et à Caen, que les entreprises peuvent contacter directement :

- Le Havre (dép. 76) – Tél. : 09 70 27 41 41 – pae-le-havre@douane.finances.gouv.fr
- Rouen (dép. 27, 76 hors arrondissement du Havre) – Tél. : 09 70 27 39 57 – pae-rouen@douane.finances.gouv.fr
- Caen (dép. 14, 50, 61) – Tél. : 09 70 27 45 20 – pae-caen@douane.finances.gouv.fr

paris-normandie.fr

« Très heureux » : à Veules-les-Roses, le cinéma d’art et essai Le Rex obtient les 5 labels d’excellence

Brice Recotillon

5–6 minutes

Le cinéma d’art et essai Le Rex, à Veules-les-Roses, vient d’obtenir les 5 labels d’excellence de la part du CNC (Centre national du cinéma et de l’image animée). Une distinction dont se réjouit le directeur du cinéma Serge Fendrikoff.

Ajouter Paris Normandie sur Google



À Veules-les-Roses, le cinéma d’art et essai Le Rex obtient les 5 labels d’excellence - Le Rex



Par Brice Recotillon

Publié: 18 Juin 2026 à 09h30 Temps de lecture: 1 min

S'il fallait encore des arguments pour découvrir la station balnéaire de Veules-les-Roses, le cinéma d'art et d'essai Le Rex vient d'en ajouter un supplémentaire : l'obtention des 5 labels d'excellence.

Consultez l'actualité en vidéo

Des choix récompensés

Le déménagement de la galerie dans la salle Anais Aubert, l'aménagement d'un espace convivial et, surtout, la qualité des films diffusés ont fait mouche. *« La commission salue une action qu'elle juge excellente et exemplaire pour la diffusion et la mise en valeur des œuvres art et essai. Elle salue notamment la qualité et la diversité de la programmation, et une politique d'animation très active et diversifiée. Elle salue par ailleurs une approche très complète, qui se traduit par l'obtention des 5 labels »,* écrit la CNC dans un communiqué.

Une récompense professionnelle qui valide les choix de Serge Fendrikoff, le directeur du cinéma depuis cinq ans : *« On est évidemment très content de recevoir cette distinction. Ça nous donne une bonne image pour négocier la diffusion de certains films nationaux. »*

> Sur les 15 000 entrées annuelles, 12 000 sont consacrées à des films d'art et d'essai.

Serge Fendrikoff, Directeur du Rex

Hasard du calendrier, le groupe Universal s'est récemment rapproché

du cinéma veulais pour lui proposer la diffusion du film « L'Odyssée ». Un blockbuster qui sortira à l'été 2026. « *Si des grosses entreprises se rapprochent de nous, c'est qu'elles y trouvent leur intérêt* », poursuit le directeur, qui ne compte pas pour autant changer de ligne éditoriale. La part de films d'auteurs restera bien supérieur aux films populaires. *« Sur les 15 000 entrées annuelles, 12 000 sont consacrées à des films d'art et d'essai. Dans le secteur, il n'y a qu'à Dieppe qu'il y a ce type de proposition »*, rappelle Serge Fendrikoff.

Des nouveautés à la rentrée

Le Rex, qui ne compte qu'une seule salle de cinéma, entre dans un cercle fermé des détenteurs des 5 labels d'excellence. Quelque 70 cinémas ont obtenu pareil distinction lors de la dernière commission de la CNC. Ainsi, afin de surfer sur la bonne dynamique, des nouveautés seront à prévoir d'ici la rentrée prochaine. *« On va diffuser des court-métrages lors de chaque séance. Il n'y aura donc plus de publicité »*, promet le directeur.

Lire aussi



Attaque de la pyrale : les buis de ce château en Seine-Maritime sont malades, une souscription lancée



Les briques LEGO® font leur show à Cany-Barville le temps d'un week-end



On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Veules-les-Roses (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Yvetot



« Très heureux » : à Veules-les-Roses, le cinéma d'art et essai Le Rex obtient les 5 labels d'excellence



Attaque de la pyrale : les buis de ce château en Seine-Maritime sont malades, une souscription lancée





[Les briques LEGO® font leur show à Cany-Barville le temps d'un week-end]



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?]





[« C’était impressionnant » : près d’Yvetot, un incendie ravage un champ agricole]



Video

[« N’ayez plus peur des chauves-souris » : l’abbaye de Jumièges propose de les rencontrer !]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Après des années sans célébration, la Fête de la musique renaît à Etretat

Paris Normandie

~2 minutes

Avec trois coorganisateurs motivés - l'école de musiques actuelles Tambour Battant, le pub Le Yard et l'Étretataise Shaï Mallet -, la Fête de la musique s'apprête à renaître à Étretat. Rendez-vous samedi 20 juin 2026 de 15h à 23h30 pour célébrer la musique, face à la mer.
« On croise les doigts pour voir apparaître le Rayon vert ! »

Consultez l'actualité en vidéo

Les élèves de l'école de musiques actuelles Tambour Battant lanceront la fête avec un concert qui débutera à 15h sur le Perrey. À 18h30, High Five Station prendra le relai aux sons du hip-hop, du reggae et du funk. Puis le groupe Java & The Mama's jouera des reprises de morceaux connus à entonner tous en cœur jusqu'à 20h30.





Les ateliers de Tambour Battant joueront en début de programmation. - Paris Normandie

« Faire vibrer le cœur de la ville »

Sur cette bonne lancée, Lamour interprètera des chansons françaises durant une heure. Puis la Fête s'achèvera en beauté avec le rock indépendant de Good Afternoon.

« Bienvenue à tous pour profiter de notre soirée placée sous le signe de la découverte et de la convivialité. La programmation promet de faire vibrer le cœur de la ville jusqu'à la nuit ! », invitent les organisateurs.



Le Yard, l'association Tambour Battant et Shaï Mallet coorganisent la

fête. - Paris Normandie

Dimanche, les célébrations se poursuivront avec un parcours musical de 12h à 17h à travers la ville.

paris-normandie.fr

Soren, 16 ans, a relevé le défi de la dictée « en gare » à Dieppe : « Une ambiance de compétition »

Elisa Duval

5–7 minutes

Les férus d'orthographe avaient rendez-vous à la gare de Dieppe, mercredi 17 juin 2026, où étaient proposées cinq dictées, dans le cadre de l'évènement « Dictée en gare », animé par l'auteur Rachid Santaki. On a suivi Soren, lycéen.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Elisa Duval

Publié: 17 Juin 2026 à 16h55 Temps de lecture: 2 min

« *Je n'ai pas un mauvais souvenir des dictées à l'école ou au collège, l'orthographe est importante. J'ai bien aimé la dictée en gare ! J'ai trouvé que le niveau était intermédiaire et l'ambiance plutôt cordiale* » : Soren Bizon, 16 ans, jeune habitant du pays de Bray, et stagiaire de Seconde à Paris Normandie, s'est porté volontaire pour tester la

dictée en gare. « *Le cadre était agréable et inattendu pour une dictée* », témoigne-t-il. Une dictée dans une gare ? On vous explique : l'opération Dictée en Gare, orchestrée par France Culture et SNCF Gares & Connexions a fait escale à Dieppe, mercredi 17 juin 2026, pour la quatrième étape de sa tournée 2026, en partenariat avec la Ville de Dieppe.

Cinq sessions d'une demi-heure chacune, à 11h, 12h, 14h, 15h et 16h étaient proposées, animées par l'écrivain et journaliste Rachid Santaki. Celui qui anime également la Dictée géante donne « *trois à quatre dictées par semaine* ». « *Sa diction est bonne et il a fait preuve d'humour pour détendre l'atmosphère* », observe Soren. Pour la première session, une quarantaine de personnes était présente. « *Il y avait peu de jeunes de mon âge. Il y avait une surprenante ambiance de compétition chez les aînés à laquelle je ne m'attendais pas* », raconte-t-il. Certains sont de vrais compétiteurs et comme les cinq dictées étaient différentes, ils comptaient bien participer à chacune d'entre elles pour tenter de faire le moins de fautes possible !

« Qui pense ne pas avoir fait d'erreur ? »

Soren a cependant « *trouvé dommage qu'il n'y ait pas de table pour écrire et qu'il n'y ait pas de lot à gagner pour les plus performants. Je m'étais préparé pour en savoir plus sur le thème du Front populaire de 1936 mais la dictée n'était pas vraiment portée sur ce sujet* ». Ce premier texte relatait plutôt l'exode des vacanciers, qu'on peut relier aux 90 ans des congés payés, la gare de Dieppe ayant été le lieu des premiers départs en vacances.





La Dictée en gare était animée par Rachid Santaki, écrivain et journaliste, également animateur de la Dictée géante. - Paris Normandie/Elisa Duval

Après les trois lectures, Rachid Santaki procède à une correction générale : « *Qui pense ne pas avoir fait d'erreur ?* », interroge-t-il. Lionel en est persuadé, lui qui est fidèle des dictées de Rachid Santaki. Entre chaque session, des animations festives de danse ou de chant par des acteurs locaux rythmaient la journée. Soren a « *bien aimé les animations après, comme la danse des enfants du conservatoire ».* « *C'était la première fois que je participais à un concours de dictée, pourquoi pas recommencer ?* », poursuit-il. Notre stagiaire n'a pas fait de faute !

Lire aussi



[En Seine-Maritime, les pelleteuses effacent 70 ans d'histoire en détruisant cette église]



[On fait quoi ce week-end à Dieppe, dans sa région et en pays de Bray ?]



[« Très heureux » : à Veules-les-Roses, le cinéma d'art et essai Le Rex obtient les 5 labels d'excellence]

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Dieppe

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe



En Seine-Maritime, les pelleteuses effacent 70 ans d'histoire en détruisant cette église



[On fait quoi ce week-end à Dieppe, dans sa région et en pays de Bray ?]



[« Très heureux » : à Veules-les-Roses, le cinéma d'art et essai Le Rex obtient les 5 labels d'excellence]



[Les courses hippiques pour « les nuls » : ce qu'il faut savoir avant d'aller à l'hippodrome de Dieppe]





Attaque de la pyrale : les buis de ce château en Seine-Maritime sont malades, une souscription lancée



À Saint-Nicolas-d'Aliermont, Marie Monchicourt prend le commandement du centre d'incendie et de secours

Voir plus d'articles

Juste pour vous

lecourriercauchois.fr

Lillebonne. Trois jours au rythme de la Rome antique

Le Courrier Cauchois

3–4 minutes

Pendant trois jours, le théâtre romain, la place Félix-Faure, les jardins Jean-Rostand ainsi que les rues du centre-ville de Lillebonne se transformeront en véritable décor antique. Spectacles, reconstitutions historiques, ateliers participatifs, concerts et animations rythmeront ce rendez-vous festif destiné à tous les publics. Fort du succès rencontré en 2024 avec plus de 15 000 visiteurs, le festival revient en 2026 autour d'un thème inédit : l'alimentation et les pratiques culinaires à l'époque antique. Soutenue par Caux Seine agglo et le Département de la Seine-Maritime, cette manifestation offrira aux visiteurs une immersion au cœur de la vie quotidienne des peuples gaulois et romains.

Romains et Gaulois séparés

Les festivités débuteront le vendredi 19 juin à partir de 20 heures sur la place Félix-Faure. Tout au long du week-end, deux grands espaces de reconstitution permettront de découvrir les savoir-faire et les modes de vie de l'Antiquité. Aux Chouquets, la compagnie Bagaconervio présentera un camp romain, tandis que les jardins Jean-Rostand accueilleront le camp gaulois animé par la compagnie Ambiani. Les visiteurs pourront assister à des démonstrations de forge, de tissage, de travail du cuir, de fabrication de monnaie ou

encore découvrir les techniques agricoles et culinaires du Ier siècle après J.-C. Parmi les temps forts du festival figurent les traditionnels banquets romains. Organisés sous chapiteau sur la place Félix-Faure le samedi à 19 h 30 et le dimanche à midi, ils permettront aux participants de partager un repas inspiré des célèbres " cenae " de la Rome antique.

Un spectacle nocturne

Le samedi soir, à 23 heures, le théâtre romain servira d'écrin au spectacle *Le Royaume d'Hadès*, de la compagnie Pyronix. Cette création mêlant lumière, musique et effets pyrotechniques promet de mettre en valeur les vestiges antiques dans une ambiance spectaculaire. Les plus jeunes profiteront d'un programme spécialement conçu pour eux grâce à la Bambini Arena. Cet espace proposera : ateliers de mosaïque, fouilles archéologiques, initiation à la vie des légionnaires, maquillage, fabrication de boucliers ou de casques romains, ainsi que des animations autour du travail du cuir. Une nouvelle zone dédiée à la petite enfance fera son apparition avec des jeux adaptés, tels que des mini-fouilles, un chamboule-ruines ou encore des parcours de chars. Afin de renforcer l'immersion, les visiteurs sont encouragés à venir vêtus de costumes inspirés de l'Antiquité.

Le programme détaillé, les modalités de réservation et les informations pratiques concernant cet événement sont accessibles sur le site officiel des Juliobonales : lesjuiiobonales.fr.

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Fête de la musique : la rédaction vous propose une sélection des endroits où il faudra être

Le Courrier Cauchois

4–5 minutes

Comme toujours, la fête de la musique est une date importante pour les amateurs de bonne humeur, de danse et de festivités. Cette année, la date officielle tombe un dimanche, aussi certaines communes ont fait le choix d'organiser des concerts dès ce vendredi 19 pour rythmer le week-end.

Autour d'Yvetot

Yvetot vous donne rendez-vous le samedi 20 juin avec quatre scènes. Musiciens amateurs, élèves du conservatoire et groupes locaux et régionaux se succéderont dans la journée. Dès 10 heures, vous serez réveillés par l'énergie de la fanfare de la Musique municipale et du conservatoire sur la place du marché. Suivront, entre autres, l'Ensemble & Quatuor de Saxophones, La Coralado, des classes de MAO, Damo Fama, les élèves de musiques actuelles du conservatoire, Phoenix, One Sock Missing, les percussions de la MJC, MIBMUSIC76, Hasta Siempre, RED, Moutic Tigers, Orange Yéti, Ring Scabs...

La ville de Barentin vous attend ce vendredi 19 juin, à partir de 19 heures. Au programme, les concerts de Northmen Brass (fanfare

normande portée par six musiciens) à 19 h 30, aux côtés de l'école de musique, Osmoz (pop rock) à 20 h 30 et 9PM (rock porté par sept musiciens) à 22 heures.

Sur les bords de Seine

Dimanche 21 juin à Rives-en-Seine sera à nouveau "The place to be" et vibrera au rythme de huit scènes et de plus de 30 groupes, répartis dans des lieux emblématiques. Rock, jazz, électro, musiques du monde, pop, classique, rap, folk...Les concerts débuteront dès 15 heures en bord de Seine et à 16 h 30 sur la place d'Armes. Entre autres, vous retrouverez Cofish'up, Dixis Pep's, Hygiaphone Tribute Téléphone, French Wanderer... Grande nouveauté cette année : une boum sera organisée devant l'hôtel de ville avec des sons des années 80 jusqu'à nos jours !

Autour de Bolbec

A Port-Jérôme-sur-Seine, samedi 20 juin, une programmation éclectique, entre pop, rock et classiques festifs, est prévue avec trois groupes aux univers différents dès 18 heures. Le duo Yelo, avec deux musiciens de la région havraise, proposera son répertoire pop mêlant standards français et internationaux. Le groupe Cartoon Machine prendra le relais pour un véritable show décalé, puisqu'il transforme des génériques de dessins animés cultes avec toute son énergie et son rock. Enfin, Flash 80's et ses six musiciens concluront la soirée festive avec des tubes incontournables des années 80.

A Bolbec, quatre groupes sur trois scènes assureront l'ambiance de la soirée du samedi 20 juin : Graffiti et Osmoz (reprises pop/rock), Rougir (rock/pop/électro) et For the Hackers (rock/pop/électro).

En bord de mer

A Fécamp le programme s'annonce chargé puisque plusieurs concerts sont organisés durant trois jours. La fête commence ce vendredi 19 juin avec La Lyre Maritime. Cette composition de quinze musiciens vous proposera du jazz et des variétés, à bord du bateau *Professeur Gosset*, à 19 heures. Le lendemain, vous retrouverez Neotonia, sous le préau Saint-Exupéry (à l'entrée de la bibliothèque municipale), le Réveil Dévillois, composé de douze musiciens à l'auditorium du musée des Pêcheries, Les Langues de Tubes sur la place Nicolas-Selle et Dj Louvel et Dj Charly Mess en fin de soirée dans le cadre du Gliss Event.

Le dimanche, la Ville vous propose Les Décib'elles place de l'Eclipse, la chorale du Conservatoire au musée des Pêcheries, un concert de Mlada et Sly dans le cadre de la clôture du festival jazz sur le front de mer, le Quat'21 devant le Comptoir de la Mer et Dj Black BK sur le front de mer.

lecourriercauchois.fr

Rives-en-Seine. Huit scènes et une boum géante au programme !

Le Courrier Cauchois

3–4 minutes

Cette année encore, la fête de la musique promet d'être intense dans la commune. La municipalité a fait en sorte de proposer une édition qui répond à la fois à ce qui a fait le succès incontestable de la fête de la musique à Caudebec-en-Caux, tout en proposant quelques nouveautés. Concernant les fondamentaux, les rues de la commune vibreront au rythme de huit scènes réparties dans les lieux emblématiques de la ville, avec plus de 30 groupes proposant des styles musicaux aussi variés qu'énergiques : rock, jazz, électro, musiques du monde, pop, classique, rap, folk... Les premières cordes de guitare seront grattées à 15 heures en bord de Seine et à 16 h 30 sur la place d'Armes, c'est l'ensemble vocal Lugus, en résidence à Rives-en-Seine et connu pour s'être illustré en demi-finale de *La Meilleure Chorale de France*, qui lancera la fête.

Réunir les générations

Parmi les nouveautés de l'année, la plus spectaculaire sera sûrement la Boum organisée sur la scène de l'hôtel de ville à partir de 19 h 15, ambiancée par Fabrice Show. Depuis plus de 40 ans, il fait vibrer les pistes et chanter les foules mais surtout il réunit toutes les générations : enfants, parents et même grands-parents se retrouveront sans aucun doute pour danser sur Jul, Aya Nakamura,

Gims, mais aussi les incontournables sons des années 80, 90 et 2000 ! Le tout, à grand renfort d'écrans vidéo et de shows de lumière synchronisés. Ambiance festive et familiale garantie !

Le programme

Quatre scènes seront sur le quai et quatre autres en centre-ville. A l'office de tourisme : Who Knows (80's) à 15 heures, Blue Sox (pop rock) à 17 h, Never & Never Me (cover rock soul) à 19 h, Crazy popcorn (pop rock) à 20 h 45 et Million Miles (blues rock) à 22 h 30. Au bac n°10 : Malibu Orange à 15 h (80's), The Nightmare (rock) à 16 h 45, Delirium (rock) à 18 h, Jazz Ronom (jazz 30's - 60's) à 19 h 30, Collectif folk (bal) à 21 h 15. En bord de Seine : Kodachrome & Co (modern groove) à 17 h 15, Asylum (pop rock) à 18 h 15, Pulse (cover rock) à 20 h 35, Dream on (rock) à 22 h 15. Devant l'hôtel de ville : Sandrine Lutton (rock) à 16 h 30, Jiss (reggae) à 18 h et La Boom du Fabrice Show à partir de 19 h 15. Devant la prison médiévale : Cofish'Up (électro pop) à 16 h 30, Tierce (rock) à 18 heures, Dixies Peps (variété) à 19 h 30, Lili Trio (variété) à 21 h 30. Devant la Maison des Templiers : Tribute Téléphone (rock) à 16 h 30, Bac 10 (folk blues) à 18 heures, Legend & Master Blues (blues rock) à 19 h 45, Tribute Nirvana (rock) à 21 h 45, Broken Sword (rock) à 23 heures. Rue Letellier : Carny Barker (groove riff) à 19 h, Skabada Tsoin Tsoin (ska) à 20 h 45, French Wanderer (rockabilly) à 22 h 45. Enfin sur la place d'Armes : Lugus (chorale) à 16 h 30, Les Fauss'air (chanson française) à 17 h 45, Kolia K (pop alternative) à 20 h, Follow Birds (pop alternative) à 21 h 30, Laklé (hip-rock) à 22 h 30.

tendanceouest.com

Culture. C'est l'un des plus importants festivals des arts de la rue d'Europe : Viva Cité est de retour à Sotteville-lès-Rouen

Margaux Fresnais

3–4 minutes

Cirque, danse, théâtre, déambulations, musique… Viva Cité, l'un des plus importants festivals des arts de la rue d'Europe, revient à Sotteville-lès-Rouen du vendredi 26 au dimanche 28 juin, pour sa 37e édition. Cet évènement festif est co-créé par la municipalité sottevillaise et L'Atelier 231, l'un des 13 Centres nationaux des arts de la rue et de l'espace public (CNAREP) en France.

Un festival basé sur le thème de l'énergie du lien

300 artistes professionnels sont attendus durant tout le week-end avec, au programme, 200 représentations basées sur le thème de l'énergie du lien. *"Les artistes ont écrit des récits qui parlent du monde avec beaucoup de poésie et de sensibilité,* raconte Anne Le Goff, directrice artistique du festival Viva Cité et directrice de l'Atelier 231. *Certains évoquent la crise climatique ou la crise économique, mais toujours avec l'envie d'imaginer un monde meilleur pour demain."* Pour cette nouvelle édition, le programme réunit plusieurs nouveautés, *"avec de nouveaux publics mais aussi de nouveaux lieux",* explique Anne Le Goff. Viva Cité, ce sont 35 espaces de

représentations différents dans toute la ville, de la salle de spectacle le Trianon Transatlantique à l'Atelier 231, en passant par le bois de la Garenne.

"Une dizaine de représentations qui n'ont jamais été vues avant"

Cette année, le festival s'empare d'un espace de jeu original : le lycée Les Bruyères. Les élèves de l'option théâtre des lycées Marcel Sembat et Les Bruyères interpréteront un spectacle d'une heure librement inspiré du roman *Sa Majesté des mouches*, de William Golding, vendredi 26 juin à 19h45 à l'Atelier 231. Pour préparer cette pièce de théâtre, ces derniers ont été encadrés par leurs enseignants et le collectif *In Itinere*. *"Il s'agit d'un festival de création avec une dizaine de représentations qui n'ont jamais été vues avant"*, ajoute la directrice de l'évènement.

Un rendez-vous incontournable

Pour cette 37e édition, plus de 100 000 personnes sont attendues. *"Il est possible de venir à l'heure qu'on veut et avec qui on veut : entre amis ou en famille,* affirme Anne Le Goff. *Chacun peut se faire son propre festival".* Sur place, une vingtaine de lieux de convivialités sont aussi prévus comme des food trucks et des bars.

Et pour ceux qui souhaitent écouter les concerts tard le soir, ce sera possible puisque les derniers bus et métros s'arrêteront à 1h30 du matin. Les transports seront gratuits sur l'ensemble du réseau Astuce, samedi 27 et exceptionnellement dimanche 28 juin.

Pratique. Vous retrouverez tous les détails du programme sur le site de la Ville de Sotteville-lès-Rouen.

lecourriercauchois.fr

Bacqueville-en-Caux. L'association DUTC interpelle les élus sur le prix de l'eau

Ghislain Annetta

3–4 minutes

Dans le cadre de ses réunions mensuelles, dont la dernière a eu lieu mercredi 10 juin, l'association DUTC (défense des usagers du Terroir de Caux) a travaillé sur de nouvelles formes d'action.

La première consiste à envoyer un courrier à Jean-Luc Cornière, nouveau président de Terroir de Caux et à ses adjoints, à savoir M. Leconte en charge de l'eau et M. Vegas en charge de l'assainissement. Une seconde missive sera adressée à Audrey Baconnais-Rosez, sous-préfète de Dieppe, *"afin d'obtenir une réunion pour avoir une réponse à plusieurs de nos questions dont la principale reste évidemment le futur prix de l'eau et l'assurance d'une qualité de celle-ci"*.

"Que les 1 100 signataires se rassurent, l'association DUTC est toujours en place"

Un flyer est en passe d'être édité par les membres de l'association. Lequel sera distribué sur les marchés, et il est envisagé d'aller à la rencontre des signataires de la pétition. Pour ce faire, les responsables associatifs travaillent en binôme. *"Nous demandons aux signataires de notre pétition de nous réserver le meilleur accueil*

car nous avons besoin de tous les avis", insistent-ils.

Ils ajoutent : *"Que les 1 100 signataires de notre pétition se rassurent, l'association DUTC est toujours en place mais quelques démarches administratives ont été un peu plus longues que prévu, il nous fallait en plus attendre les élections du bureau de Terroir de Caux, lequel a changé avec l'arrivée de Jean-Luc Cornière qui d'ailleurs a fait de ce problème de l'eau sa priorité pour ce nouveau mandat"*.

"50 ans pour rembourser"

Lors de sa dernière réunion, la communauté de communes a signalé que la chambre régionale des comptes avait affirmé qu'il faudrait *"au moins 50 ans pour rembourser les 26,9 millions d'euros relatifs aux travaux d'assainissement et qu'une demande de délai de plus de trois ans pour faire ces travaux a été refusée"*. Les dirigeants de la DUTC souhaitent donc être reçus par cette nouvelle équipe communautaire.

L'idée est de monter une nouvelle réunion publique avec ces responsables de Terroir de Caux, du député de la circonscription. Les organisateurs rappellent d'ailleurs que Robert Le Bourgeois est intervenu à l'Assemblée nationale mardi 16 juin avec une question au ministre des comptes publics sur le prix de l'eau de Terroir de Caux et plus généralement en France. Ils aimeraient aussi la participation de représentants de l'Agence de l'eau... D'après eux, *"il faut également savoir que 25% des factures d'eau seraient à l'heure actuelle impayées"*. L'association affirme que ce n'est pas au consommateur de payer toutes ces exigences *"qui dépassent la réalité et qui ne tiennent pas compte de l'impact sur le budget des ménages et du pouvoir d'achat"*.

actu.fr

La dépollution de Bolloré Logistics n'avance pas assez vite : l'État épingle encore le propriétaire de l'entrepôt brûlé

Adrien Filoche

7–8 minutes

Le 15 juin 2026, la préfecture de la Seine-Maritime a mis en demeure le propriétaire des murs de l'entrepôt Bolloré Logistics qui a brûlé en janvier 2023 à Grand-Couronne.

Sur le même thème

- Bolloré Logistics
- Pollution
- Santé

Article réservé aux abonnés





En janvier 2023, l'entrepôt de Bolloré Logistics de Grand-Couronne (Seine-Maritime) a pris feu. À l'intérieur, se trouvaient 892 tonnes de batteries au lithium. (©Archives/76actu)

Par Adrien Filoche Publié le 17 juin 2026 à 18h32 ; mis à jour le 17 juin 2026 à 19h00

Le chantier de dépollution du site de Bolloré Logistics n'avance pas assez vite. C'est ce que constate la préfecture de la Seine-Maritime, qui a mis en demeure dans un arrêté datant du 15 juin 2026 **Highway France Logistics 8 (HFL8)**, le propriétaire des murs de l'entrepôt de Grand-Couronne ayant brûlé en janvier 2023. Dans les derniers rapports d'analyse, on constate **des concentrations de lithium** dans les eaux souterraines bien au-delà des taux naturels, « jusqu'à 37 000 fois plus que le taux moyen détecté en France », s'alarme **Christophe Holleville**, secrétaire de l'Union des victimes de Lubrizol. Ce n'est pas la première fois que l'État épingle la société depuis l'incendie lors duquel 892 tonnes de batteries au lithium usagées ont pris feu.

La préfecture de la Seine-Maritime constate « des manquements »

Lors d'une visite du site le 22 avril 2026, l'inspection des installations classées a constaté **plusieurs « manquements »** sur le site de Bolloré Logistics. En premier lieu, le débit de la barrière hydraulique n'est pas suffisant et « ne permet plus d'assurer un confinement hydraulique suffisant de la pollution générée par l'incendie ».

De plus, l'État note que les concentrations de lithium rejetées dans la Seine après passage par l'unité de traitement sont au-delà des valeurs limites.

La préfecture souligne également que « certaines de ces anomalies ont déjà été relevées dans des rapports des visites du 14 janvier 2026 et du 4 mars 2026 ».

Highway France Logistics 8 a donc été mis en demeure et devra corriger ces manquements. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour de la réception de la décision par l'industriel.

La barrière hydraulique est-elle efficace ?

Afin de confiner et traiter les eaux polluées, **une première barrière hydraulique** avait été mise en place en 2023 par Valgo. Mais après plusieurs mois, la société a décidé de se retirer, n'étant plus payée par HFL8.

Depuis l'incendie, un bras de fer oppose HFL8, le propriétaire des murs de l'entrepôt, et deux filiales du Groupe Bolloré, Blue Solutions et Bolloré Logistics, les exploitants et propriétaires des batteries au lithium ayant brûlé. Chacun se rejette la faute afin d'éviter de financer le coûteux chantier de dépollution.

En octobre 2024, nous vous révélions que le groupe Bolloré avait été épinglé pour avoir stocké ces déchets dangereux sans autorisation. Les deux sociétés avaient fini par obtenir la suspension de cet arrêté devant le tribunal administratif en décembre 2024. Mais un nouveau rebondissement est tombé en mai 2025, lorsque le Conseil d'État a annulé la suspension arrêtée par le tribunal administratif.

Une **nouvelle barrière hydraulique**, mise en place par Colas Environnement, a donc été réinstallée en juillet 2025. Selon nos informations, son coût est estimé à **150 000 euros par mois.** Ses frais de fonctionnement sont partagés à parts égales entre Blue Solutions et Ceva Logistics.

Force est de constater qu'après plusieurs mois de pompage, le

coûteux système ne parvient pas à faire chuter les concentrations en lithium. « Les effets escomptés de la barrière hydraulique ne sont pas suffisants, c'est évident au regard des derniers rapports », insiste Christophe Holleville, le secrétaire de l'Union des victimes de Lubrizol.

Des taux en lithium toujours très haut

En épluchant les analyses de janvier 2026, on remarque sur l'un des cinq piézomètres — ces appareils utilisés pour mesurer les taux de métaux dans la nappe phréatique — un pic de concentration jamais atteint, à hauteur de **200 000 microgrammes par litre** (µg/l). Un chiffre qui peut surprendre, alors que la nouvelle barrière hydraulique a été mise en place quelques mois plus tôt.

Dans le rapport le plus récent datant de mai 2026, on observe une concentration légèrement en baisse, avec un taux de 173 000 µg/l sur le piézomètre numéro 3. Cela reste toujours très largement au-dessus des valeurs moyennes, même s'il n'existe aujourd'hui aucune norme nationale réglementaire fixant une concentration maximale de lithium par litre d'eau potable *(lire encadré).*

Dans un rapport de février 2026, l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), rappelait que les niveaux mesurés dans les eaux françaises oscillent en moyenne autour de 4,6 µg/l, avec des maximums pouvant atteindre 171 µg/L.

Le flou autour du lithium

Aujourd'hui, il n'existe pas de norme réglementaire fixant une concentration maximale de lithium par litre d'eau potable. Pourtant, ce métal pourrait avoir des effets durables sur la santé. Selon l'Anses, "les données humaines et animales montrent que le lithium a aussi des effets sur la thyroïde, relevant d'un effet perturbateur

endocrinien pour la santé humaine. Par ailleurs, les données montrent que le lithium a des effets toxiques pour différents organismes aquatiques, notamment les poissons, les invertébrés, les algues et les amphibiens, y compris lors d'expositions chroniques". Ainsi, l'Anses recommande que des normes de qualité environnementale soient établies au niveau national.

Avec cette nouvelle mise en demeure, la préfecture vient confirmer l'idée que **la dépollution n'avance pas assez vite.** « C'est certain, on ne peut pas dire ici que la préfecture ne fait pas son travail pour faire payer les pollueurs », reconnaît Christophe Holleville, qui déplore toutefois de nombreux manquements.

Et de conclure : « Aujourd'hui, ce qu'il se passe, c'est que l'on continue à rejeter du lithium dans la Seine à des taux anormalement haut. Le grand perdant dans tout ça, c'est toujours l'environnement ».

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Embarqué avec Guillaume Levasseur, conducteur de bus à Rouen primé pour sa conduite

Gaspard Lagnel

6–8 minutes

Le chauffeur de 39 ans, depuis sept ans sur le Réseau Astuce, a été récompensé à l'échelle nationale pour sa conduite écologique ce jeudi 11 juin 2026. Il nous emmène à bord, en service, sur son trajet rouennais.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Gaspard Lagnel

Publié: 17 Juin 2026 à 18h47 Temps de lecture: 1 min

Mercredi 17 juin 2026, 9h30 du matin, place de l'Hôtel de Ville de Rouen. Nous retrouvons Guillaume Levasseur, prêt à conduire son bus, chemise bleu claire et veste du réseau Astuce sur les épaules.

Sur place, l'homme de 39 ans est prêt. Il attend la relève : « *on doit être là deux minutes avant. Ça va vite, le chauffeur d'avant me dit*

comment s'est passée la matinée, et s'il y a des problèmes sur la voie. Certains passagers ne remarquent même pas que le conducteur a changé ».

Ce matin-là, Guillaume circule sur la ligne F7. Elle relie La Pléiade de Mont-Saint-Aignan à l'hôtel de ville de Sotteville-lès-Rouen.



Guillaume a le statut de « chauffeur polyvalent » : il peut conduire, le bus, le Teor, ou même le métro. - STEPHANIE PÉRON CLÉMENT

Pendant toute la semaine, le chauffeur rouennais travaille le matin. Il commence à 5h30, et termine à 13h30. Un cycle qu'il affectionne : « *les clients sont agréables, surtout au début, ce sont des travailleurs. Mais à partir de 11 heures, le trafic se densifie, on sent tout de suite la différence* ».

Un champion de l'écoconduite

Salarié de la société Transdev Rouen depuis sept ans, Guillaume Levasseur s'est positivement distingué il y a peu, jeudi 11 juin 2026, en se classant troisième du Bus d'or, un concours national qui départage les meilleurs conducteurs de bus.

Pas de quoi changer le quotidien du Rouennais pour autant. *« Je reste comme d'habitude. Par contre, les collègues m'en parlent, ils sont tous contents pour moi* », glisse-t-il en souriant.

En plus de son podium, Guillaume s'est vu remettre le prix de l'éco-conduite. Une récompense encore plus importante pour lui et l'ensemble du réseau Astuce. Il confie : « *on a des formations pour ça. On nous apprend la souplesse dans la conduite, l'anticipation. En situation, c'est parfois différent, mais on peut par exemple presque ne pas freiner si quelqu'un traverse un passage piéton et qu'on a anticipé bien en amont.* »

Malgré leur formation, les 800 conducteurs du réseau Astuce doivent s'adapter à des véhicules différents. Sur la ligne F7, Guillaume conduit un bus électrique. Sur le tableau de bord, une feuille verte est affichée, avec un score : plus il est proche de 100, plus la conduite est écologique.

Alors ce passionné de transports depuis l'enfance se challenge. *« Je regarde le score à chaque fois que je prends la relève. J'essaye de monter le plus haut possible. Là, je l'ai pris à 84* ». Au bout d'une petite heure de conduite, il en est à 92.

« conduire le métro, un tout autre métier »

Guillaume Levasseur a la particularité d'être un « chauffeur polyvalent ». Cela veut dire qu'il peut conduire tous les moyens de transport proposés sur le réseau Astuce, « *sauf le transport PMR et la navette fluviale, pour lesquels je ne suis pas habilité* ».

La majeure partie du temps, il opère sur le T4 et le Métro. « *Conduire le métro, c'est un tout autre métier. C'est bien, car tu es dans ta cabine, tu as du calme. Par contre, c'est beaucoup plus rigoureux, et accidentogène, tu ne peux pas freiner comme tu veux, etc.* ».

Et comme pour les autres véhicules, le Métro aussi demande de la

souplesse : « *le freinage, l'accélération, tout se lisse. On a des pourcentages, et après, on va les analyser avec nos chefs de service* ».

Au vu de son expérience et de son palmarès, Guillaume ne dirait pas non, un jour, à former les chauffeurs du réseau Astuce et transmettre ses conseils de conduite.

Lire aussi



À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère



Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives



Un nouvel espoir pour cette usine à l'arrêt près de Rouen

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen





Video

Balade sur la Seine à bord du Belem : immersion sur un trois-mâts mythique entre Caudebec et Rouen



« Nos communautés trinquent » : à Rouen, la marche des fiertés défilera contre le sida



[À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère]



[Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives]



[Embarqué avec Guillaume Levasseur, conducteur de bus à Rouen primé pour sa conduite]





Un nouvel espoir pour cette usine à l'arrêt près de Rouen

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Au Havre, le Stade Océane va-t-il changer de nom ?

Romain Huynh

6–8 minutes

La communauté urbaine doit se prononcer, ce jeudi 18 juin 2026, sur le changement de nom du Stade Océane. Après le partenariat « Premium » signé par le HAC avec l'armateur CMA CGM, il ne manque plus que le tampon de l'agglo pour finaliser la démarche.

Ajouter Paris Normandie sur Google



Si la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole le valide en conseil communautaire, le Stade Océane sera prochainement

renommé, en partenariat avec l'armateur CMA CGM. - Photo d'archives Paris Normandie



Par Romain Huynh

Publié: 17 Juin 2026 à 18h31 Temps de lecture: 1 min

Le dossier du naming du Stade Océane, évoqué depuis son ouverture en 2012, progresse de manière significative. Après l'annonce par le président du HAC, Jean-Michel Roussier, que le géant CMA CGM devenait partenaire Premium des Ciel et Marine, c'est à la communauté urbaine (CU) Le Havre Seine Métropole de se prononcer.

Consultez l'actualité en vidéo

Les conseillers communautaires doivent voter, ce jeudi 18 juin 2026, une délibération autorisant, sur le principe, « la mise en place d'un dispositif de nommage du Stade Océane ». Le stade, exploité par le HAC appartient en effet à la CU.

Pour Augustin Bœuf, vice-président de la communauté urbaine qui porte la délibération, le choix de CMA CGM est particulièrement pertinent. « *On a un droit de regard sur cette opération, on n'aurait pas accepté, par exemple, une entreprise d'armement russe… Là, il s'agit d'une grande entreprise portuaire, bien implantée sur le territoire, ça a du sens.* »

Si l'agglo a un droit de regard, tous les bénéfices reviendront au HAC. « *On aurait pu, légalement, demander un pourcentage sur les recettes de cette opération,* indique le vice-président. *On a fait le choix de les laisser intégralement au HAC, pour l'aider dans son développement.* » Des recettes dont le montant n'est actuellement

pas connu.

Une nouvelle signalétique dès cet été



L'armateur CMA CGM, implanté de longue date au Havre, est désormais partenaire « Premium » du HAC. - Romain Huynh/Paris Normandie

Une fois le « nommage », comme le veut l'usage en français, validé par la CU, les prochaines étapes devraient suivre, rapidement. En tout état de cause, affirme Augustin Bœuf, « *on devrait connaître le nouveau nom du stade dès ce jeudi soir, après le vote* ». Puis suivront les travaux, pour lesquels « *des discussions techniques ont déjà eu lieu* ». Concrètement, on devrait voir dès cet été 2026 le nouveau nom du stade apposé sur le bâtiment.

> « L'important, c'est d'aller soutenir l'équipe, et on ne peut qu'être content que ce soit avec CMA CGM. »
>
> **Augustin Bœuf**, Vice-président de la Communauté urbaine

Reste à savoir comment les Havrais s'approprieront ce nouveau nom.

Si bien des supporters affirment qu'ils ne vont pas, actuellement, au Stade Océane mais tout simplement « au HAC », les réactions des internautes havrais sur les réseaux sont globalement favorables à l'opération. Daniel Hardy estime que « CMA CGM sera un énorme soutien pour le HAC ». Christian Fayel abonde dans ce sens, affirmant qu'« il faut une grosse entreprise pour soutenir le HAC », et que le partenariat avec le géant du transport maritime « est une énorme opportunité qu'il faut encourager ». « *C'est toujours compliqué un changement de nom, ça peut prendre du temps pour les supporters*, reconnaît Augustin Bœuf. *L'important, c'est d'aller soutenir l'équipe, et on ne peut qu'être content que ce soit avec CMA CGM.* »

Le naming du Stade Océane préfigure-t-il d'autres opérations du même type, dans l'agglomération ? On pense bien sûr aux Docks Océane, où se jouent les matchs du STB, d'autant plus que le club monte en Élite 2 pour la saison 2026-2027. « *À ce stade, il n'y a pas de discussions dans ce sens*, affirme le vice-président de la CU. *Même si le STB, lui, a eu des échanges avec une grande entreprise pour le naming du club.* »

Lire aussi

« Ils se sont mis en quatre pour agir au plus vite » : La Flottille d'Etretat rouvre après l'incendie

Après des années sans célébration, la Fête de la musique renaît à Etretat

Football – HAC : à la Cavée Verte, un nouveau coach attendu sur le banc de la « B »

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

HAC Le Havre (Seine-Maritime) Résultats sportifs Retrouvez les

résultats de tous les sports chaque jour en cliquant ici

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre



« Ils se sont mis en quatre pour agir au plus vite » : La Flottille d'Etretat rouvre après l'incendie



Après des années sans célébration, la Fête de la musique renaît à

Etretat



Football – HAC : à la Cavée Verte, un nouveau coach attendu sur le banc de la « B »



Notre sélection de sorties dans l'Eure et en Seine-Maritime pour le week-end du 20 juin





[Au Havre, le Stade Océane va-t-il changer de nom ?]



Video

[Téléviseurs, hi-fi, électroménager… Comment réparer du matériel à moindre coût au Havre et dans sa région ?]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

lecourriercauchois.fr

Mobilité. Le pont de Tancarville fermé une nuit en début de semaine prochaine

Luc Gallais

~1 minute

La CCI Seine Estuaire, gestionnaire du pont de Tancarville, a informé ce mercredi 17 juin ses usagers que l'ouvrage sera fermé à la circulation en début de semaine prochaine. Plus précisément durant la nuit du lundi 22 juin au mardi 23 juin, de 21 heures à 6 heures du matin.

Des travaux de réfection de la chaussée

Cette fermeture est liée à des travaux de réfection de la chaussée qui seront menés au niveau du viaduc d'accès sud du pont. Une déviation sera mise en place vers le pont de Normandie, pour permettre aux usagers de la route de traverser la Seine.

Enquête

Entre la Région Normandie et l'université de Caen, suspicion de mélange des genres et de copinage

Par **Manuel Sanson** - le 17/06/2026 à 16h20

La situation maritale, discrète, de deux hauts fonctionnaires, l'un à la Région Normandie, l'autre à l'université de Caen, nourrit le soupçon de conflit d'intérêts dans les relations, très suivies, qu'entretiennent les deux organismes publics normands.

La vie de l'université de Caen n'est décidément pas un long fleuve tranquille. *Le Poulpe* a en effet déjà documenté le relatif laisser-faire de la présidence face à la crise que traverse la direction de la recherche et de l'innovation, confrontée à de lourds dysfonctionnements en termes de management, couplés à une grande souffrance au travail de ses agents, ayant abouti au dépôt d'une plainte pénale. Ou bien encore le cas du recrutement d'un professeur d'université sur fond de soupçon de localisme et de conflit d'intérêts.

Il se trouve que ce ne sont pas les seuls cailloux dans les chaussures de Lamri Adoui, président de l'université, et de sa garde rapprochée.

Selon nos informations, il y a plusieurs mois déjà, l'ex-directeur des ressources humaines, personnage important dans l'organigramme de l'établissement public, avait signalé des irrégularités aussi bien au déontologue de l'université qu'au président et à deux de ses vice-présidents.

Dans une note, il aurait, d'après nos sources, soulevé plusieurs lièvres mettant en cause Géraldine Bodet, directrice générale des services de l'université, en poste depuis 2021.

Hasard ou lien direct, quelques semaines plus tard fin janvier 2025, l'ex-DRH a été suspendu à titre conservatoire pour insubordination et remise en cause de sa hiérarchie.

Dans le même temps, le président de l'université avait signé un arrêté de déport s'appliquant à Géraldine Bodet *« dans le traitement des affaires et la gestion statutaire concernant Monsieur Sébastien Lefilliatre, directeur des ressources humaines de l'université de Caen Normandie »*. Il s'agissait - enfin ? - d'éviter tout conflit d'intérêts ou mélange des genres, Géraldine Bodet étant elle-même mise en

très nombreuses reprises par *Le Poulpe*, il a toujours refusé de répondre à nos questions.

Frédéric Ollivier, homme discret et influent, joue un rôle clé dans les affaires régionales

Recrutée en mai 2021, Géraldine Bodet est l'épouse de Frédéric Ollivier, autre directeur général des services, en l'espèce celui de la Région Normandie, collectivité parmi les principaux soutiens financiers de l'université.

Depuis l'élection d'Hervé Morin à la tête de la Région en 2021, Frédéric Ollivier, homme discret et influent, joue un rôle clé dans les affaires régionales. Et sa situation maritale, d'après nos renseignements, alimente quelques conversations entre élus du conseil régional de Normandie.

Elle a surtout justifié la note écrite de l'ex-DRH évoquée supra.

D'après nos sources, ce dernier aurait mis sur la table plusieurs interrogations concernant cette relation privée au coeur des pouvoirs locaux, y décelant un risque de conflit d'intérêts et s'interrogeant quant aux règles de déport qui devraient s'appliquer à Géraldine Bodet pour pallier ce risque.

Contacté, Rafael Amaro, déontologue de l'université, a décliné nos sollicitations étant, selon lui, soumis « *à une obligation très stricte de confidentialité* ». D'après nos informations, il n'aurait pas instruit le dossier au motif que l'ex-DRH ne faisait plus partie des effectifs de l'université. « *Une manière d'enterrer le sujet* », grince aujourd'hui une source syndicale.

Selon nos sources, le même DRH aurait également saisi la haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) de la même problématique. Contactée, cette dernière fait savoir qu'elle ne communique pas « *sur les éventuels signalements qu'elle peut être amenée à recevoir ni, le cas échéant, sur les suites qu'elle décide d'y donner* ».

L'ex-DRH affirme ainsi que plusieurs subventions spécifiques, octroyées ces dernières années par la collectivité régionale à l'université de Caen, avaient été supervisées par Géraldine Bodet en personne. *Le Poulpe* a notamment pu consulter un document interne à l'université qui confirme que la DGS était effectivement responsable du suivi des subventions de la Région concernant plusieurs projets portés par l'établissement public.

Une source proche de l'université de Caen assure par ailleurs que Géraldine Bodet aurait suivi de très très près une demande de subvention à la Région en 2024, d'un

Toujours selon nos informations, l'ex-directeur des ressources humaines aurait aussi pointé du doigt la mise à disposition à titre gratuit de locaux universitaires au profit du conseil régional de Normandie, mise à disposition gratuite attribuée sans transparence ni validation du conseil d'administration, laissant soupçonner une forme de favoritisme envers la collectivité régionale.

Là encore, *Le Poulpe* a pu consulter un document interne aux deux entités où il est question de la location à titre gratuit de l'amphithéâtre Pierre Daure à l'occasion d'une conférence en lien avec la célébration du millénaire de la naissance de Guillaume le Conquérant.

Nous sommes en janvier 2024. Selon un courriel interne à l'université consulté par *Le Poulpe*, la collectivité régionale semble bel et bien jouir d'un régime de faveur, bénéficiant en plus de la prise en charge par l'université des frais de nettoyage, de sécurité ou de logistique.

D'autres documents internes démontrent que Géraldine Bodet a été directement sollicitée pour la validation d'une mise à disposition gratuite de locaux lors de la sixième édition du Prix Liberté organisée par la Région.

Ces prêts gratuits de locaux ont été accordés dans la plus grande opacité et semblent ne pas avoir fait l'objet d'une décision du conseil d'administration de l'université. Il ressort de notre enquête qu'entre fin 2020 et fin 2023, le président de l'université disposait de l'autorisation d'engager les conventions de mises à disposition ponctuelles de locaux, sans passer par le CA, d'un montant inférieur ou égal à 10 000 euros ou conforme aux tarifs votés par le conseil d'administration.

À compter de fin 2023, le président, tout juste réélu, bénéficie d'une délégation plus large l'autorisant à gérer seul toute mise à disposition ponctuelle de locaux ce qui, par ricochet, renforce encore davantage le manque de transparence sur ladite gestion.

Techniquement, la location à laquelle *Le Poulpe* fait référence n'avait donc pas à être validée par le conseil d'administration. Questionnée pour connaître le nombre précis de mises à disposition entre fin 2020 et aujourd'hui, la présidence de l'université n'a pas souhaité répondre.

Elle indique simplement que « *la mise à disposition à titre gracieux s'inscrit dans la stratégie de partenariat de l'université* ». « *À ce titre, l'université accorde de nombreuses gratuités à l'ensemble de ses partenaires publics* », complète-t-elle. Ne s'attardant pas sur la question de la validation officielle des tarifs de location par le conseil d'administration et le flou régnant sur les critères d'attribution des gratuités.

« Ces prêts ou ces mises à disposition de locaux entre acteurs publics sont habituels, et ont très souvent lieu à titre gratuit », justifie de son côté la collectivité régionale.

« C'est le protocole (rattaché au cabinet) qui décide seul des lieux de réunion à l'extérieur de la collectivité en fonction des secteurs géographiques et des capacités souhaitées. Monsieur Ollivier n'intervient à aucun moment dans la construction des séquences et dans le choix des lieux », complète-t-elle dans une tentative de déminer le terrain quant à l'éventuel traitement de faveur dont elle bénéficierait.

« L'université de Caen passe plus de temps sur les dossiers de la Région que sur ceux de l'État alors que c'est notre premier financeur, et de loin. Forcément, ça interroge »

Selon nos informations, l'ex-DRH lanceur d'alerte faisait aussi référence à une interview du DGS à la Région, Frédéric Ollivier, accordée à *la Gazette des communes* et publiée le 27 mai 2021, soit trois semaines après le recrutement de son épouse par l'université.

L'entretien traite des tensions entre Région et État dans le cadre des négociations autour d'un contrat de plan, tensions qui portent justement sur la question du financement des universités normandes. *« Nous ne signerons pas de CPER [contrat de plan État-Région] aussi longtemps que la Normandie n'aura pas 100 millions de la part de l'État pour financer l'immobilier universitaire. Une épreuve de force est engagée »*, clame, presque martial, Frédéric Ollivier.

Nous sommes quelques semaines après le recrutement de son épouse Géraldine Bodet au poste de directrice générale des services de l'université. Le mélange des genres n'est pas loin.

D'autant que la suite de l'histoire renforce encore le soupçon. Selon nos informations, au terme d'âpres négociations avec l'État, le CPER a finalement été signé. Et le partage de l'enveloppe globale entre les universités de Caen, Rouen et du Havre aurait tourné en faveur de la première selon plusieurs sources proches de l'université de Caen.

Interrogée sur ce point, la Région Normandie soutient que *« les financements entre Caen et Rouen sont à peu près à l'équilibre »*.

Dans le détail, on constate que les financements accordés dans le cadre du

bâtimentaires. Pour le volet recherche, l'équilibre entre les deux universités semble peu ou prou respecté.

De son côté, le président de l'université de Rouen, Franck Le Derf, assure que les trois universités normandes ont été loties *« à peu près de la même manière »*.

« L'université de Caen passe plus de temps sur les dossiers de la Région que sur ceux de l'État alors que c'est notre premier financeur, et de loin. Forcément, ça interroge », pique néanmoins une source proche de la présidence caennaise.

En miroir, des questions se posent sur le comportement de Frédéric Ollivier, en sa qualité de DGS de la collectivité régionale, en regard des dossiers touchant à l'université de Caen. Contacté, il n'a pas souhaité échanger directement avec *Le Poulpe*.

Sollicitée par ailleurs, la Région Normandie indique que *« des mesures particulières »* ont été mises en oeuvre pour se prémunir de toute situation de conflit d'intérets concernant le DGS.

« Une note de déport de Frédéric Ollivier le concernant a été adressée aux services de la Région dès le mois de juin 2021, il l'a jointe à sa déclaration auprès de la HATVP au même moment, celle-ci ayant été renouvelée lorsque le président a été réélu à l'été 2021. Il n'y a eu aucune demande complémentaire de la HATVP », explique la collectivité.

« Ces mesures ont été renforcées en 2024 par un arrêté du président, après le décès d'Alain Didillon, DGA économie, lorsqu'il a été décidé que Frédéric Ollivier encadrerait en direct les trois directions concernées (agri, environnement et économie-enseignement sup) », ajoute notre interlocutrice.

« Le lien marital de la directrice générale des services (DGS) de l'université et du DGS de la Région figure bien dans la déclaration d'intérêts faite par la DGS de l'université avant sa prise de poste. Les dispositions actuelles sont conformes à la législation applicable en matière de prévention des conflits d'intérêts, et notamment en termes de déport, concernant l'ensemble des processus décisionnels relatifs à l'université de Caen », explique de son coté le cabinet du président de l'université de Caen.

Une certaine forme d'opacité dans la procédure de recrutement

D'après nos sources, l'ex-DRH a enfin dénoncé une certaine forme d'opacité dans la procédure de recrutement de Géraldine Bodet par l'Université de Caen en 2021,

Aux premières loges de par ses fonctions, le DRH remercié aurait, selon nos renseignements, attiré l'attention du déontologue sur le dossier administratif de Géraldine Bodet qui ne renseignait ni CV ni procès-verbal de recrutement.

« Concernant le recrutement de la DGS, celui-ci est intervenu dans le respect des dispositions qui régissent son statut et selon des modalités parfaitement transparentes, à la suite de deux entretiens et avec un jury composé de quatre personnes, sans aucune relation d'intérêts. Son parcours professionnel, notamment au sein d'une direction de plus de 500 agents, et ses formations, notamment en formation continue de haut niveau, lui ont permis d'être classée en première position lors des entretiens », décrit doctement l'université de Caen.

Avant de débarquer à l'université de Caen, Géraldine Bodet était directrice adjointe de l'éduction à la Ville de Caen mais a auparavant travaillé au département du Calvados pendant quelques années sous les ordres de Frédéric Ollivier, alors directeur général.

Selon le signalement transmis au déontologue par l'ex-DRH, un avis « *réservé* » aurait été émis, lors du recrutement de Géraldine Bodet, par la direction générale des ressources humaines (DGRH) interministérielle au ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (MENJ), du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) et du ministère de la jeunesse et des sports (MJS).

Contacté, le service de presse du ministère réfute cette information assurant « *qu'aucun avis, de quelque sorte que ce soit, n'a été donné par la DGRH puisqu'elle n'est pas saisie dans le cadre de la procédure de recrutement d'un DGS* ».

De son côté, paradoxalement, le cabinet du président de l'université rapporte que « *le ministère compétent a validé ce recrutement pour lequel aucune dérogation n'a été accordée* ».

En tout état de cause, la nomination de Géraldine Bodet à la tête d'un établissement public employant près de 2900 personnes a fait sourciller l'ex-directeur des ressources humaines. « *Comment se fait-il qu'elle soit arrivée à ce poste face à d'autres candidatures ? La question est légitime* », souffle de son côté une source proche de l'université de Caen évoquant l'hypothèse d' « *un parachutage* ».

Faites un don au Poulpe

nous aider à atteindre l'équilibre économique pérenne, vous pouvez également nous faire un don défiscalisé tout au long de l'année. Sans vous, Le Poulpe n'existerait pas !

Je fais un don au Poulpe

(et je bénéficie d'une déduction fiscale de 66%)

Société Éducation

Auteur

Manuel Sanson

Sur le même sujet



À Rouen, l'impudence d'une orthodontiste mise en cause pour une fraude majeure à la sécurité sociale



Infanticide de Lisa dans l'Eure : le procureur réclame un procès contre six adultes qui ont omis d'alerter



Office de tourisme du Havre : dérapages en série au sein d'un satellite de la communauté urbaine

Recommandé pour vous



En dépit de son pedigree, un fonctionnaire révoqué rebondit à l'université de Rouen et dans la politique locale



À l'université de Caen, soupçons de conflit d'intérêts et de "partialité" autour du recrutement d'un professeur de psychologie



Management toxique à l'université de Caen : la justice pénale saisie en lien avec le suicide d'un ex-agent

MEDIA NORMAND D'INVESTIGATION

Le Poulpe est un journal d'investigation sur internet consacré à la Normandie et ses principales villes. Accessible sur abonnement, ce média en ligne indépendant est spécialisé dans l'enquête journalistique, le décryptage de l'actualité locale et régionale, ainsi que l'exclusivité et la révélation. Il propose également des reportages, interviews et portraits au long cours.

Nous suivre

Enquête Décryptage

Essentiel Archives

Podcasts

Actualités

Politique Justice

Environnement Transports

Éducation

Qui sommes-nous ?

Notre manifeste

Charte éditoriale et déontologique

Lanceur d'alerte

Formulaire anonyme

Contact

Formulaire de contact

Abonnement

S'abonner

Mon compte

Mentions légales

Conditions générales d'abonnement

© 2022 Le Poulpe. Tous droits réservés - Charte de confidentialité

lecourriercauchois.fr

Beuzeville-la-Grenier. Aucun élève en classe, l'action école morte unanimement suivie

Luc Gallais

1–2 minutes

Deux mois après le début du combat, contre la fermeture d'une des quatre classes de l'école élémentaire Lucienne Julien à la rentrée prochaine, la mobilisation se poursuit. Jeudi 18 juin, une journée école morte a été organisée. Aucun des 78 élèves n'a été en classe. La maternelle, voisine, a accueilli seulement 4 élèves.



La mobilisation se poursuit, alors que cette école est concernée par

une fermeture d'une des quatre classes à la rentrée prochaine - Luc Gallais

"Un non-sens"

"*Le mouvement est très suivi. On a eu rendez-vous mardi avec Maryvonne Lequitte, l'inspectrice académique de la circonscription de Lillebonne. Elle a entendu nos arguments. On serait 76 élèves en septembre. Fermer une classe pour deux élèves, c'est un non-sens*", souligne Louise Dumesnil, une des huit représentantes de parents d'élèves. Une réunion du conseil départemental de l'Education nationale est prévue mercredi 24 juin au sujet de la carte scolaire.

paris-normandie.fr

« Nos communautés trinquent » : à Rouen, la marche des fiertés défilera contre le sida

Robin Rioult

4–6 minutes

La Marche des fiertés revient à Rouen le 20 juin 2026, avec une mobilisation particulière contre la baisse des subventions pour la lutte contre le VIH, alors que les contaminations progressent chez les jeunes.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Robin Rioult

Publié: 18 Juin 2026 à 07h15 Temps de lecture: 2 min

« Ce sont nos communautés qui trinquent ! » Sur le site web de l'association Fiertés Colorées, la baisse des subventions allouées aux associations luttant contre le VIH ne passe pas. *« L'austérité ne fait que favoriser les conditions qui créent de nouvelles contaminations, et nous observons une hausse de 40 % des diagnostics chez les 15-24*

ans », alerte l'association.

En conséquence, cette année, c'est cette cause qui sera le mot d'ordre de la Marche des fiertés rouennaise, qui s'élancera samedi 20 juin 2026 à Rouen.

« On donne rendez-vous à tous ceux qui veulent défiler au square Verdrel à 14h, résume Josépha Vacquer, de l'association Fiertés Colorées. *Le village des associations s'installera au même endroit de 11 à 18h. »* Seize structures y seront présentes, avec des thématiques variées, de SOS Homophobie au Syndicat des avocats de France, en passant par Médecins du monde et Ludiqueer.

Un record 2025 à surpasser

Cette année, les organisateurs espèrent battre leur record. *« En 2025, 5 000 personnes étaient venues défiler,* rappelle Josépha Vacquer. *On espère entre 6 000 et 6 500 personnes cette année, ce serait génial ! Mais je pense aussi que ça dépendra de la météo. J'espère que nous n'aurons pas trop de pluie. »*

Pour attirer le public, la Marche des fiertés misera aussi sur plusieurs concerts. Pendant le défilé, le rappeur Ly et le DJ Migi se produiront sur le char de la Pride. De 18h à 19h30, la fanfare du Chant des six reines et une animation karaoké prendront le relais. La soirée s'achèvera en musique avec, de 19h30 à 20h, un concert du chanteur Christophe Madrolle, puis, de 20h à 22h, celui d'Ulysse, connu pour sa participation à la Star Academy.

Lire aussi





[À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère]



[Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives]



Un nouvel espoir pour cette usine à l'arrêt près de Rouen

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen



Video

Balade sur la Seine à bord du Belem : immersion sur un trois-mâts mythique entre Caudebec et Rouen





« Nos communautés trinquent » : à Rouen, la marche des fiertés défilera contre le sida



À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère



Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives



Embarqué avec Guillaume Levasseur, conducteur de bus à Rouen primé pour sa conduite



Un nouvel espoir pour cette usine à l'arrêt près de Rouen

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives

Violaine Gargala

5–7 minutes

Le collectif Non à l'autoroute A133-A134, créé en 2015 pour lutter contre le contournement Est de Rouen, acte l'abandon de ce projet autoroutier. Et propose des alternatives.

Ajouter Paris Normandie sur Google



Le ministre des Transports ne s’est pas encore prononcé officiellement sur le sujet . - Photo Stéphanie Péron Clément - Paris

Normandie



Par Violaine Gargala

Publié: 18 Juin 2026 à 07h15 Temps de lecture: 1 min

Après des années de combat, le collectif Non à l'autoroute A133-A134 se réjouit de cette *« victoire »*. Car pour lui, le projet de contournement Est de Rouen est bel est bien *« abandonné »*, affirme-t-il lors d'une conférence de presse, mercredi 17 juin 2026 à Rouen.

Consultez l'actualité en vidéo

Le financement en question

Et cela après les *« hésitations de Clément Beaune* [alors ministre des Transports il annonce, en septembre 2023 que des projets autoroutiers seront arrêtés, Ndlr]*, l'avis négatif* [consultatif, Ndlr] *du conseil d'orientation des infrastructures en avril 2026 puis la déclaration d'Hervé Morin »*, détaille Guillaume Grima, porte-parole du collectif. Le président de la Région Normandie, le 4 mai 2026 a fait savoir que la collectivité ne financerait plus de projets routiers. Or elle devait mettre 205 millions d'euros sur la table pour la réalisation de cette autoroute à péages. *« Sans cette somme, le projet ne peut pas se faire. Personne ne financera à sa place »*, poursuit le membre de l'association Effet de serre toi-même.





Même si le gouvernement n'a pas acté l'abandon du projet, pour le collectif, pas de doute, c'est une « victoire citoyenne ». - Paris Normandie

Les autres financeurs sont l'État (245 millions d'euros) et le Département de Seine-Maritime (42 millions d'euros). Son président, Bertrand Bellanger, avait indiqué à Paris Normandie, après la déclaration d'Hervé Morin, attendre une déclaration officielle du ministre des Transports. Ce dernier avait assuré en juillet 2025 que le consensus des élus locaux serait nécessaire pour réaliser le contournement.

Des centres de distribution urbaine

S'il célèbre sa victoire, le collectif dit aussi avoir *« conscience des problèmes de mobilité rencontrés par les habitants »* et continue de proposer et soutenir des alternatives à l'A133-A134 qui doit permettre de relier l'A28 à l'A13. Pour désengorger Rouen des poids lourds, argument des pro contournement, *« on demande au préfet, depuis 2017, de prendre un arrêté pour dévier les camions qui sont en transit : au niveau du Pucheuil, au nord de Rouen sur l'A28, ils pourraient être obligés d'emprunter l'A29 pour rejoindre l'A13 ».*

Autre proposition du collectif : la mise en place de *« centres de distribution urbaine »*. Soit des entrepôts de stockage situés stratégiquement en périphérie de la métropole. Les poids lourds déchargeraient ici puis la livraison dans Rouen se ferait par un mode de déplacement propre ou doux.

Pour *« fêter cette victoire citoyenne »*, le collectif envisage une fête cet

automne puis devrait mettre son activité en stand-by.

Lire aussi



À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère



Un nouvel espoir pour cette usine à l'arrêt près de Rouen





[À Rouen, pour les 50 ans de la bibliothèque de la Grand-Mare, les collégiens écrivent au futur]

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Contournement Est de Rouen] [Rouen (Seine-Maritime)] [Louviers (Eure)]

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen]



Video

[Balade sur la Seine à bord du Belem : immersion sur un trois-mâts mythique entre Caudebec et Rouen]



[« Nos communautés trinquent » : à Rouen, la marche des fiertés défilera contre le sida]



[À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère]





[Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives]



[Embarqué avec Guillaume Levasseur, conducteur de bus à Rouen primé pour sa conduite]





[Un nouvel espoir pour cette usine à l’arrêt près de Rouen]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

lecourriercauchois.fr

La Cerlangue. L'école du lien, un café associatif pour créer de la vie et des échanges ouvre ses portes

Luc Gallais

2–3 minutes

Dans l'ancienne cantine de l'école des garçons, on peaufine les derniers préparatifs en ce milieu de semaine. Les tables, données généreusement par un bistrot rouennais, sont prêtes, le bar conçu par un menuisier local est installé. Une fresque réalisée par des élèves de l'école des Pépinières reste encore secrète avant l'inauguration de ce nouveau café associatif, ce vendredi 19 juin. Une volonté née d'une quinzaine de Cerlanguais, réunie dans une association fondée il y a quelques mois, l'Ecole du lien. Et ce, à la suite de la dissolution d'une autre, l'Association des anciennes et anciens élèves des écoles de La Cerlangue.



Les locaux de l'Ecole du lien, dans la petite salle des Marronniers, ont été réaménagés par les membres de l'association - Luc Gallais

"On en parle dans le village"

Dans cette salle, utilisée auparavant par des associations et mise gracieusement à disposition par la municipalité (qui a accordé une subvention pour la mise en route du café associatif), ces Cerlanguais se sont mobilisés pour remettre un coup de peinture et réaliser quelques travaux d'aménagement. Les dons de plusieurs habitants du village ont permis d'équiper le lieu. "*Au départ, c'était le rêve de trois amies*, confie Sandrine Mulot, référence communication de l'Ecole du lien. *A la suite de la fermeture de la boulangerie, le dernier commerce du village, elles espéraient créer un café multiservices, mais ça n'avait pas pu aboutir. L'idée a ressurgi l'an dernier. On veut animer un lieu de rencontre, des échanges intergénérationnels.*" Des soirées thématiques, des expositions, conférences et ateliers vont être proposés, avec la vente de boissons. "*Les soirées vont correspondre à tous les Cerlanguais, de tous les âges, qui ont hâte de partager des bons moments. On en parle dans le village, il y a de*

l'attente."

Pratique. Inauguration vendredi 19 juin à 18h30, au 90 route de Saint-Romain. Ouverture tous les vendredis à partir du 3 juillet, de 16 à 22 heures. Infos : 07 45 11 27 99 (aux horaires d'ouverture du café).

lecourriercauchois.fr

Bolbec. " C'est un succès humain, mais un problème économique " : l'ESAT alerte la députée

Le Courrier Cauchois

3–4 minutes

Atelier repassage, couture, menuiserie, cartonnage, conditionnement, peinture. Lundi 15 juin, la députée de la 9e circonscription, Marie-Agnès Poussier-Winsback, a rendu visite aux travailleurs de l'ESAT (établissement et service d'aide par le travail) de l'Institut médico-social de Bolbec (IMS). La vice-présidente de l'Assemblée nationale, membre de la commission des affaires économiques, a voulu en savoir plus sur le mode de financement de la structure.

La parlementaire s'est vite rendu compte qu'il devait être difficile pour l'établissement d'intégrer de nouveaux salariés, faute de places. Mais la discussion avec Anne Cabaret, directrice par intérim de l'IMS, et Sandrine Lemaréchal, directrice de l'ESAT, a permis de relever que la problématique se trouvait ailleurs.

A lire aussi : Bolbec. "Une grande fierté" : ce que change vraiment l'ESAT pour les personnes handicapées

Favoriser l'inclusion a un coût

Le plan de transformation des ESAT de 2019 a fixé un cap clair : favoriser l'inclusion vers le milieu "ordinaire". Mais ce virage cache un

paradoxe financier. *"Lorsque des travailleurs partent en stage, sont mis à disposition d'une entreprise ou quand ils obtiennent un CDD, c'est un succès humain. Mais dans le même temps, notre chiffre d'affaires est mis à mal. Car ce sont les plus productifs qui quittent nos ateliers. Or, notre établissement vit en partie grâce aux activités qu'il réalise pour ses clients"*, explique Anne Cabaret. Et c'est ce budget dit "commercial" qui finance désormais l'accompagnement et la transformation des parcours des salariés de l'ESAT.

Plus de soutien, pas plus de places

Plutôt que de nouvelles places, les professionnels réclament donc aujourd'hui un véritable soutien structurel aux parcours d'inclusion. *"On nous demande de travailler les parcours, les formations, les sorties vers le milieu ordinaire. C'est normal. Mais cela a un coût"*, insiste Sandrine Lemaréchal. Sans oublier que certaines entreprises restent encore hésitantes à recruter des travailleurs en situation de handicap.

Par ailleurs, la formation, pilier indispensable de cette mobilité, manque cruellement de moyens. *"Dans certains établissements, l'enveloppe annuelle n'est que de 14 000€ pour une centaine de personnes accompagnées. Quand on sait qu'un seul parcours de validation des acquis de l'expérience (VAE) coûte environ 4 500€, on mesure l'étroitesse de la marge de manœuvre pour faire monter les équipes en compétences"*, souligne la directrice par intérim. Sachant que 37% des effectifs bénéficient d'un temps partiel - par choix de vie, à cause du vieillissement ou de troubles musculosquelettiques - la multiplication des projets individuels et la charge administrative sont accrues pour un même volume d'activité global.

lecourriercauchois.fr

Fécamp. Domaine des Embruns : le projet relancé

Charles Turcant

4–5 minutes

Le projet est relancé. A voir l'engouement pour la réunion publique, lundi 15 juin (jour de lancement commercial officiel), l'attente reste élevée. Le Domaine des Embruns (77 logements) doit être installé dans les prochaines années, sente de la Fromagerie, sur les hauteurs de Fécamp (au-dessus du collège Cuvier). Certains logements auront d'ailleurs une vue imprenable sur la mer qui continue de faire saliver de nombreux acquéreurs potentiels. Lundi, la réunion était menée par les représentants de CapHorn Production, qui a repris la main sur ce programme.

Changement de porteur de projet

Initialement, le dossier était porté par le groupe Edouard-Denis. Il avait obtenu les permis de construire et, lui aussi, lancé la période de pré-commercialisation. Environ la moitié des logements prévus avaient trouvé preneurs. Toutefois, les travaux n'ont jamais démarré, alors que les entreprises étaient choisies - et que le constructeur était dans ses coûts prévisionnels. En effet, Edouard-Denis a été racheté par le grand groupe Nexity. Dans un contexte immobilier compliqué financièrement, Nexity a mis de côté certains "petits projets". *"Cela a pu créer des questions et même des inquiétudes, en particulier pour les personnes engagées en pré-achat,* observe Clément Duvivier,

directeur de projet chez CapHorn Production. *Contrairement à Nexity qui avait son ressenti, nous, on y voit un projet rentable et viable économiquement, que l'on mènera à son terme".*

Du T2 au T4+

Rattaché au groupe immobilier Demathieu Bard, CapHorn Production a relancé le projet *"presque à l'identique".* D'extérieur, rien ne change. En intérieur, on passe de 91 logements prévus par Edouard-Denis à 77, forcément plus spacieux, du T2 au T4+ avec des celliers et caves ajoutés. Sur ces 77 logements, 56 seront commercialisés en accession libre à la propriété, avec des superficies de 37 à 94 m^2 (de 129 000 à 345 000 €). Les 21 restants, tous situés dans un même bâtiment, seront vendus en bloc à un bailleur institutionnel qui les gérera, a priori pour du locatif intermédiaire ; même s'il n'y a rien de signé pour le moment. Au-delà des critères de taille, les logements avec vue sur la mer devraient être particulièrement prisés. *"Il y en a une petite vingtaine",* estiment les représentants de CapHorn Production.

Le site sera sécurisé. Quelques arbres vont disparaître mais la grande majorité resteront dans le paysage puisqu'il y a une importante partie de bois classé. La hauteur des arbres interroge certaines personnes intéressées par l'acquisition d'une habitation sur le domaine des Embruns. L'autre question qui revient, c'est celle de la circulation qui pourrait s'intensifier avec ce nouveau projet, non loin du collège Georges-Cuvier qui génère déjà beaucoup de flux de véhicules et piétons.

Livraison fin 2028 ?

L'acquisition s'effectue en "VEFA" : vente en l'état futur d'achèvement. Ce qui signifie que l'on paye au fur et à mesure de l'avancée des

travaux. Le début des travaux s'opère lorsqu'un certain taux des logements prévus sera vendu. On y compte les 21 logements du bâtiment 2 que l'on peut considérer déjà vendu à un bailleur. Après le lancement commercial officiel du 15 juin 2026, CapHorn Production envisage une signature de l'acte VEFA chez le notaire au premier trimestre 2027. Ce qui donnerait lieu à un démarrage des travaux à la même période et une livraison au dernier trimestre 2028. *"On n'a pas de boule de cristal concernant le calendrier prévisionnel,* reconnaît Camille Crémer, responsable commerciale chez CapHorn Production. *Ce peut être plus court ou plus long pour atteindre le taux de logements vendus que l'on souhaite... Ensuite, pour les deux ans de travaux, ce sera grosso modo ça."*

france3-regions.franceinfo.fr

L'Armada de Rouen 2027, c'est dans un an ! En attendant, le mythique Belem a accosté sur les quais, découvrez

Clémence Blanche

3–4 minutes

À un an du grand retour de l'Armada, le voilier le Belem fait escale à Rouen, sur les quais face au musée maritime, du 17 au 21 juin 2026. Horaires, accès... On vous donne toutes les infos pratiques pour visiter le monument historique le temps de sa courte escale.

C'est un fameux trois-mâts... qui a accosté sur les quais de Rouen (Seine-Maritime) ! Depuis mercredi 17 juin 2026 en fin d'après-midi, le musée maritime de la ville a un nouveau voisin tout droit venu de Dunkerque où il a fêté ses 130 ans : c'est, bien sûr, le Belem.

Le navire-école long de 51 mètres sera l'une des vedettes de la prochaine Armada de Rouen, dans un an tout pile. Nous étions là pour l'accueillir hier soir.

Et nous n'étions pas les seuls, en plus de l'équipage quelques badauds s'étaient rassemblés sur les quais, appareils photo en main pour apercevoir le voilier classé monument historique.

durée de la vidéo : 00h00mn45s





copié !

réessayer

L'arrivée du Belem à Rouen ! • ©Bruno Belamri / France Télévisions

"*Un premier rendez-vous symbolique avant 2027, pour retrouver ce qu'on aime tant : les grands voiliers, la Seine, les quais... et vous*", avait déjà déclaré la direction de l'évènement sur ses réseaux sociaux.

Et les Rouennais ont de la chance, le Belem se visite gratuitement le temps de son escale ce vendredi 19 juin de 15h à 18h et ce samedi 20 juin de 9h à 11h30, puis de 14h30 à 17h30. Les visites sont libres, il suffit de se présenter devant le voilier aux horaires indiqués.

Détail de la coque du Belem, à son arrivée à Rouen, le 17 juin 2026. • © Bruno Belamri / France Télévisions

À noter cependant que les poussettes et les personnes en fauteuil roulant ne pourront malheureusement pas accéder au bateau "*en raison de la configuration du trois-mâts*".

L'Armada reviendra à Rouen avec toute sa flotte du 17 au 27 juin 2027. C'est l'un des plus importants évènements mondiaux du monde de la mer qui avait attiré 5 millions de visiteurs en 2023.

Le Thalassa, le JR Tolkien, la goélette La Belle Poule ou encore le Cuauhtémoc en réparation après son choc contre un pont à Brooklyn... Nous connaîtrons dans les prochains jours la liste des

autres voiliers qui accompagneront le Belem sur la Seine.

Plus que 365 jours à attendre avant le lancement officiel des festivités.

actu.fr

« Je veux éviter une autre affaire Lyhanna » : victime d'agression sexuelle à 11 ans, il décide de prendre la parole

Adrien Filoche

8–10 minutes

En 2012, Louis*, alors âgé de 11 ans, a été agressé sexuellement par un homme de 37 ans. Malgré la condamnation de son agresseur, qui demeure libre, il continue de se battre.

Sur le même thème

- Affaire Lyhanna
- Témoignage
- Violences sexuelles

Article réservé aux abonnés





En 2012, Louis, alors âgé de 11 ans, a été agressé sexuellement par un homme de 37 ans. Malgré la condamnation de son agresseur, qui demeure libre, Louis continue de se battre. (©AF/76actu)

Par Adrien Filoche Publié le 18 juin 2026 à 6h30

Prendre la parole publiquement sur ce genre de sujet n'est jamais facile. Mais pour Louis*, c'est devenu une nécessité. En 2012, alors qu'il avait 11 ans, ce Rouennais aujourd'hui âgé de 25 ans, a été **victime d'une agression sexuelle.** Son agresseur, un homme âgé de 37 ans à l'époque des faits, a été reconnu coupable en 2023 après une longue bataille judiciaire. Condamné en état de récidive, le mis en cause a écopé d'un **an d'emprisonnement avec sursis**, d'une obligation de suivre des soins pendant trois ans et d'une interdiction de travailler professionnellement ou bénévolement avec des mineurs.

Si cette condamnation a été vécue comme « une victoire », un sentiment de colère le poursuit. En effet, Louis a constaté à travers des publications partagées sur les réseaux sociaux que son agresseur a été en contact avec des mineurs, et ce lors de plusieurs événements sportifs et culturels. En pleine affaire Lyhanna, Louis a décidé de prendre la parole publiquement afin d'éviter que son agresseur ne « passe sous les radars ». Même s'il déplore les lacunes du système judiciaire français, sa prise de parole est aussi pour lui une façon d'encourager les victimes à témoigner, toujours témoigner.

« Il a trouvé un prétexte pour qu'on dorme chez lui »

Si Louis est parvenu à se reconstruire au fil des années et à remporter son combat judiciaire, les souvenirs sont encore douloureux.

En 2012, il passe un weekend chez le compagnon de son frère aîné,

un certain Henry*. Louis est à cette époque âgé de 11 ans, Henry en a 37. « On devait voir un match de handball ensemble et on devait rentrer chez ma mère ensuite, mais il a trouvé un prétexte pour qu'on dorme chez lui », explique le Rouennais.

Lors de ce weekend, Louis explique avoir été **victime d'attouchements sexuels à trois reprises**, devant un film, au réveil dans le lit, et dans un parc. « Il a profité à chaque fois que nous étions seuls », raconte-t-il.

> J'étais jeune, je savais que ce qu'il faisait n'était pas bien, mais je ne me rendais pas compte à quel point. Donc, je n'en ai pas parlé au début.

Plusieurs mois après les faits, Henry se sépare avec le frère de Louis, « mais il est resté en contact avec moi, il m'envoyait des messages sur Facebook avec un langage d'adolescent. Pour un homme de 37 ans, ce n'était vraiment pas normal ».

La difficulté d'en parler

À 14 ans, Louis commence à parler de ce qu'il a vécu à ses amis. « Parfois, j'avais l'impression d'avoir rêvé la chose, mais des images me revenaient », explique-t-il.

Pour autant, impossible pour lui d'en parler à ses proches, « mes amis me disaient d'en parler à ma famille, mais je n'arrivais pas à franchir le cap. Ils ont voulu le faire pour moi, mais je leur ai interdit. Je voulais que ça vienne de moi ».

En 2019, Louis entre à la faculté. « Tout ça me restait en tête. Ma chance, si l'on peut dire, c'est que je ne me suis jamais senti coupable. C'est lui l'agresseur et moi la victime », insiste-t-il.

Pendant plusieurs mois, il ressasse toute l'histoire. Il entreprend même de faire des recherches sur Henry. Puis le déclic. Le jeune

homme décide de « franchir le cap » et d'aller déposer plainte. **Une première douche froide.**

> Je me suis fait envoyer chier. Le policier ne m'a pas écouté et n'a pas voulu prendre ma plainte. C'était déjà difficile pour moi, alors je n'ai pas insisté et je suis rentré chez moi. C'était très dur.

Une fois de retour chez lui, sa mère se rend compte que quelque chose ne va pas. « Je lui ai tout raconté à elle, et à ma sœur jumelle. **J'ai eu la chance d'avoir une famille très à l'écoute**, même si ça a été plus compliqué du côté de mon père », confie Louis.

Le lendemain, il retourne au commissariat accompagné de sa mère et d'un de ses frères, et « cette fois-ci, j'ai été bien mieux reçu par une policière qui m'a mis dans les bonnes conditions ».

Louis est entendu trois fois par les services de police, « c'est épuisant. On cherche souvent à vérifier si ton discours tient la route. C'est déstabilisant en tant que victime. C'est l'étape la plus difficile mais aussi la plus libératrice ».

La lenteur de l'enquête

Grâce à son frère, Louis trouve un avocat à l'écoute. Puis, **le combat judiciaire s'engage pendant quatre longues années.** La lenteur de l'enquête, c'est la seconde douche froide pour Louis, qui reconnaît toutefois que l'affaire est délicate, « il n'y a pas de preuves directes, c'est sa parole contre la mienne ».

Tout est très long. Si lui ou son avocat ne relancent pas les institutions, ils ne sont pas tenus au courant de l'avancée de l'enquête. « Je sais que mon agresseur a été entendu plusieurs fois. Il a nié une fois, puis a admis une partie des faits. Mais à chaque fois, il a été laissé libre. C'est très frustrant », constate-t-il.

> L'affaire a été gérée par plusieurs parquets. Je l'ai bien constaté, les

> informations avaient parfois du mal à circuler. À plusieurs reprises, l'affaire a failli tomber à l'eau car il manquait des documents.

En mars 2023, une nouvelle étape décisive intervient avec la tenue du procès à Évreux. « Mon avocat m'avait informé qu'il avait déjà été condamné pour des faits similaires aux miens et qu'il pourrait être condamné en récidive », complète Louis.

Après une audience très éprouvante que Louis a souhaité ouvrir au public (il aurait pu choisir de la tenir à huis clos), il obtient finalement la condamnation de son agresseur.

« Un manque de suivi judiciaire »

Henry est donc condamné pour des « faits d'agression sexuelle imposée à un mineur en récidive ». Il écope d'une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis, d'une obligation de suivre des soins pendant trois ans et d'une interdiction de travailler professionnellement ou bénévolement avec des mineurs. « Cela reste une victoire, même si la peine est dérisoire à mes yeux », estime Louis.

> Aujourd'hui, je garde des séquelles de ce qu'il m'a fait. J'ai des difficultés pour dormir, à être seul chez moi. Lui, il est ressorti en liberté.

Depuis cette condamnation, Louis, qui continue de suivre l'activité de son agresseur en sous-marin, a constaté à plusieurs reprises que ce dernier été **apparu lors d'événements** sportifs et culturels **auxquels participaient des enfants mineurs.**

« J'ai contacté le juge d'application des peines de Pontoise et on m'a dit que c'était une violation de sa condamnation. Mais je le vois continuer de faire ses publications sur les réseaux sociaux », regrette-t-il.

Et d'ajouter : « Ce qui m'énerve le plus, c'est de le voir encore en contact avec des jeunes. J'ai l'impression qu'il n'est inquiété de rien alors qu'il a été condamné à plusieurs reprises. Cela prouve quand même qu'il y a un manque de suivi judiciaire ».

C'est dans le contexte de l'affaire Lyhanna que Louis a voulu partager son témoignage et ses craintes, « je ne veux pas attendre que cette personne commette l'irréparable pour aller en prison, comme Jérôme Barella. Je veux éviter une autre affaire Lyhanna. J'ai aussi voulu prendre la parole pour éviter que d'autres victimes soient oubliées ».

**prénoms d'emprunt*

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Grâce aux drones, des bénévoles traquent les faons avant le passage des engins agricoles près de Dieppe

Marie LEMAISTRE

10–12 minutes

Des bénévoles survolent des parcelles agricoles équipés de drones thermiques dans la période des naissances des jeunes faons pour éviter qu'ils ne soient victimes des faucheuses.

Sur le même thème

Agriculture

Article réservé aux abonnés



Ce jour-là, l'équipe de l'association départementale de sauvetage des faons du secteur d'Eawy est constituée de bénévoles de Dieppe (Seine-Maritime), des Grandes-Ventes et de Saint-Victor-l'Abbaye. ©Marie Lemaistre

Par Marie LEMAISTRE Publié le 17 juin 2026 à 20h00

Les premières voitures arrivent dès 7 h, ce **mardi 9 juin 2026**, à l'heure du rendez-vous sur une parcelle perpendiculaire à la route départementale 149, entre Bacqueville-en-Caux et Belmesnil (Seine-Maritime). Les agriculteurs ont scruté le ciel toute la semaine précédente, guettant la moindre éclaircie. Le premier créneau est saisi.

Une, puis deux mallettes sont posées sur le capot d'une voiture. Dedans, un **drone** et des outils de caméra thermique. La mission du jour : **sauver les faons** nichés dans les hautes herbes avant le passage des **faucheuses**. Avant de démarrer, l'équipe de bénévoles attend l'arrivée d'**Olivier Dorson**. C'est lui qui va piloter le drone.

Des animaux pris dans les machines

Sur place, le fils de l'exploitant de la parcelle, Victor Helluin, est parmi les premiers. La veille au soir, une fois certains de faucher, les maraîchers bio ont prévenu la brigade de l'association départementale de sauvetage des faons du secteur d'Eawy.

Sur simple appel, celle-ci se déplace gratuitement, dans un périmètre large qui couvre la région dieppoise.

« On prend un peu plus large comme périmètre parce que nous, on a moins de chevreuils. Ils ont tendance à s'étaler et il y a de plus en plus de chevreuils de plaine », estime Denis Lemonnier, fondateur de l'association basée aux Grandes-Ventes.

Les naissances de faons s'étalent de fin avril à fin juin. Jusqu'à l'âge d'un mois environ, incapables de suivre leur mère, ils restent

immobiles dans les herbes hautes, à la merci des engins agricoles lors des fauches et de l'arrachage du lin.

« Depuis deux ans, on voit de plus en plus de chevreuils par ici », observe Victor Helluin.

À deux reprises, des faons se sont retrouvés pris dans la machine. « C'est moi qui conduisais la faucheuse la première fois », se souvient Victor Helluin.

Il a dû lui-même abréger les souffrances de l'animal. « Les adultes viennent faire leurs petits dans les herbes hautes, on ne peut pas les voir. » Depuis ces accidents, la famille fait appel à l'association. L'an dernier, un faon avait pu être sauvé de cette façon dans la même parcelle.

Le pic des naissances

« Là, on est en plein dans le pic des naissances, entre le 15 mai et le 15 juin, indique Olivier Dorson, le pilote de drone. Quand il est vraiment tout petit, le faon ne bouge pas. Ce qui est compliqué, c'est que souvent, quand il ne fait pas beau, il va faire beau d'un coup, et tout le monde fauche en même temps. Nous, on ne peut pas être partout. »





Le drone est équipé de caméra thermique. ©Marie Lemaistre

Sébastien Boury, agriculteur voisin, est là en tant qu'observateur. Il envisage de créer une brigade la saison prochaine pour le secteur de Bacqueville-en-Caux. « Je viens voir comment ça se passe », développe-t-il.

Pour lui : « Il n'y a rien de sorcier. Le GPS, on l'utilise déjà avec les tracteurs, il suffit d'une formation. » Il sait en revanche qu'il lui faudra trouver les financements pour le matériel. Mais les besoins sont là.

« Ils ont tellement de boulot, ils se répartissent partout. Dans notre secteur, il n'y a rien, et il faut qu'ils se déplacent », constate l'exploitant.

L'association ne couvre pas encore l'ensemble du département. « On a besoin encore d'avoir 5-6 équipes », chiffre Denis Lemonnier. C'est lui qui fait le lien entre les cultivateurs et l'équipe.

Définir le plan de vol

Une fois tout le monde en place, les rôles sont bien répartis. Denis Lemonnier remplit la fiche d'intervention, pendant que le télépilote prépare le matériel. Sur l'écran de contrôle, il entre les coordonnées et programme le drone pour quadriller méthodiquement la parcelle depuis les airs. Les limites du champ apparaissent.

« Je vais avoir la vision de la parcelle. Je crée la trajectoire », détaille-t-il. Parmi les données, il rentre l'altitude et la vitesse de vol, en tenant compte de la largeur de prise de vue de la caméra, « quatre mètres par seconde, l'idéal pour du repérage ».

Quelques minutes de réglage, et le plan de vol est opérationnel. « Je charge la mission. C'est bon, le drone est prêt. Attention, il va décoller », prévient-il.

Le pilotage, à partir de là, devient très sommaire. Le drone reviendra seul à son point de départ. « Moi, j'ai juste à surveiller l'écran pour voir si j'aperçois un point chaud », indique ce dernier.

L'engin scrute la zone en infrarouge à 50 mètres du sol. Des taches blanches ou rouges ressortent sur le fond gris, le résultat de la modélisation des différences de température. « On a un sol à 14 degrés. On va détecter des cibles aux alentours de 30-35 degrés. On est dans de bonnes conditions pour repérer un faon », indique-t-il.

Un premier bip. Olivier Dorson marque un temps d'arrêt. « Ah, là on a quelque chose. Il y a un petit animal, là. » Il zoome. « On a repéré un lièvre », annonce-t-il pour que tout le monde entende.



Un plan de vol est programmé pour quadriller la parcelle. ©Marie Lemaistre

En plus de la caméra thermique, l'appareil dispose d'une caméra grand angle et d'un zoom grossissant cent fois. « L'herbe est quand même assez haute. Il faut vraiment aller au-dessus pour voir. Là, un faon, à trois mètres, vous n'allez pas le voir », assure le pilote. Le survol des huit hectares de luzerne dure seulement 11 minutes.

Denis Lemonnier tient le compte de tous les animaux repérés. « Repérer des lièvres, c'est un témoin positif pour nous. Ça nous permet de voir qu'on est bien en mesure de détecter des cibles de la taille d'un faon », indique Olivier Dorson.

Chasseur, il s'est engagé pour les mêmes raisons que Denis Lemonnier. « J'ai déjà trouvé des faons broyés par des tracteurs. C'est une image qui n'est pas agréable à voir », garantit-il.

Repartir bredouille

L'équipe de volontaires est généralement constituée de quatre ou cinq personnes. Il faut au minimum un pilote, une personne pour porter les caisses et deux autres équipées d'épuisettes pour attraper les chevreuils et les mettre en sécurité.

« S'il n'y a rien, c'est le meilleur scénario, note Olivier Dorson. Si les faons viennent de naître, on les prend, on les déplace en bordure de parcelle et on les relâche à l'endroit où la mère va revenir les chercher. Quand ils sont plus grands, on les fait sortir de la parcelle. »

Bilan pour eux ce matin-là : deux lièvres et une fausse alerte, à cause d'une souche chauffée par le soleil, mais aucun faon.

Avant de se quitter complètement, l'équipe vérifie une autre parcelle de trèfle d'un hectare en direction de Pierreville, située à un kilomètre.

Sans plus de succès. « Ça tranquillise quand même le cultivateur qui va pouvoir faucher, remarque Olivier Dorson. Nous, ça nous fait quand même plaisir d'en trouver. C'est la sensation d'avoir sauvé des animaux. »

En trois ans, quatre brigades créées

L'association départementale de sauvetage des faons a été fondée il y a trois ans par Denis Lemonnier. Elle est née d'un constat simple et

d'une image difficile à oublier : " C'était à Saint-Victor-l'Abbaye. J'ai vu un renard qui se battait avec une chevrette. Le faon avait les quatre pattes broyées. Il était vivant ", confie-t-il.

La première année, seule la brigade d'Eawy existait, sans budget. Denis Lemonnier, chasseur, s'est d'abord rapproché de la fédération départementale des chasseurs pour lancer le projet à titre expérimental.

" On voulait voir si c'était viable avec des bénévoles, la fédération n'ayant pas les moyens humains de le faire. Elle a fourni un drone pour démarrer. Et ça a bien fonctionné ", raconte Olivier Dorson, administrateur à la fédération.

Depuis, l'association est devenue indépendante et son action est strictement encadrée par arrêté préfectoral.

Si beaucoup de ses membres sont chasseurs, elle compte aussi des randonneurs et des amoureux de la nature, refusant tous de voir les chevreuils souffrir. " On est davantage réunis autour d'un projet commun pour la biodiversité et le bien-être animal. Il y a aussi des risques sanitaires, quand les animaux se retrouvent pris dans l'enrubannage, puis dans la ration des troupeaux ", souligne Olivier Dorson.

L'an dernier, à deux brigades, avec celle de Lyons, 118 faons ont été sauvés pour 1 270 hectares survolés " sur 34 000 fauchés dans le département ", comptabilise Denis Lemonnier.

À chaque intervention, les animaux sont bagués avec un numéro pour permettre leur suivi. Grâce à cela, l'association est en mesure de savoir que cinq faons sont morts après sauvetage, prélevés à la chasse ou percutés par une voiture. Cette année, avec quatre brigades, dont deux nouvelles, le compteur affiche déjà environ 90 sauvetages.

Si l'appel à l'association reste gratuit et non obligatoire pour les agriculteurs, Denis Lemonnier aimerait que la démarche se généralise. " Ce qui serait bien, c'est que tout le monde le fasse ",

appuie celui-ci.
Si les équipes sont entièrement bénévoles, le matériel coûte cher : drone, caméra thermique, épuisettes, caisses de transport, sans compter les frais kilométriques. Le budget repose uniquement sur des dons, qui financent l'achat de matériel et la création de nouvelles brigades.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

En Seine-Maritime, les pelleteuses effacent 70 ans d’histoire en détruisant cette église

Christine Dhenain

8–10 minutes

Après des années de débats, de projets contradictoires et de procédures administratives, le bâtiment emblématique disparaît progressivement du paysage. Pourquoi son destin a-t-il tant fait parler ?

Ajouter Paris Normandie sur Google



Sa première pierre avait été posée en octobre 1956. - Photo Paris Normandie

Par Christine Dhenain

Publié: 18 Juin 2026 à 06h58 Temps de lecture: 1 min

L'église Saint-Martin de Serqueux vit ses dernières heures. Dix ans après la disparition de son clocher, l'édifice religieux s'apprête à ne plus être qu'un souvenir. Sa première pierre avait été posée en octobre 1956. Près de 70 ans plus tard, les engins de chantier ont commencé à effacer l'un des bâtiments les plus singuliers de la commune.

Consultez l'actualité en vidéo



Sorti de terre en 1959, l'édifice est construit par l'architecte Michel Percheron. - Photo Paris Normandie

En avril dernier, la municipalité annonçait avoir obtenu l'autorisation de démolir l'église, au terme d'un long processus. L'Observatoire du patrimoine religieux, qui étudiait la possibilité de sauver le bâtiment, a finalement renoncé à son projet. Dans un courrier adressé au maire

Thomas Hermand, l'association expliquait que *« les coûts et les caractéristiques esthétiques de l'édifice, marquées par un style dépouillé et une architecture minimaliste, ne correspondent pas aux cahiers des charges de l'association »*. Parallèlement, la mairie recevait un avis favorable de la préfecture ainsi que de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac), ouvrant la voie à la démolition.

Avec sa silhouette moderne, ses voûtes et ses voûtains réalisés en fusées céramiques selon un procédé imaginé par Jacques Couëlle, l'église Saint-Martin n'a jamais laissé indifférent. Souvent critiquée pour son esthétique atypique, elle a pourtant marqué l'histoire locale. Sorti de terre en 1959, l'édifice est construit par l'architecte Michel Percheron. Il remplace alors l'ancienne église située chemin du Plix, détruite lors des bombardements de septembre 1943. Entre ces deux périodes, les habitants se réunissent d'abord dans une chapelle provisoire édifiée près du cimetière, elle-même bombardée. Une seconde chapelle accueille ensuite les paroissiens jusqu'à la construction de la nouvelle église dans les années 1950.

> Il y a eu des fouilles, puis des diagnostics de recherche de matières dangereuses
>
> **Thimoté Leleu**, SARL Leleu et Fils





Souvent critiquée pour son esthétique atypique, l'église a pourtant marqué l'histoire locale. - Photo Paris Normandie

La cloche de l'église détruite en 1943 trouve alors sa place dans le nouvel édifice. Elle y restera jusqu'en 2016, année où elle est déposée au sol lors du démantèlement du clocher. Pendant plusieurs décennies, l'église accompagne la vie des habitants. Messes, baptêmes, communions, mariages et obsèques rythment son existence. Mais la fragilité des matériaux finit par avoir raison du bâtiment. En 2015, l'église ferme ses portes aux fidèles. L'année suivante, son clocher est démonté.

La suite de son histoire est jalonnée d'hésitations. Fermeture, restauration envisagée, démolition annoncée puis contestée : le devenir de l'édifice suscite de nombreux débats. Après sa désacralisation, un référendum organisé en 2022 se prononce en faveur de sa destruction. Pourtant, labellisée « Architecture contemporaine remarquable », l'église bénéficie encore d'un ultime espoir lorsque l'Observatoire du patrimoine religieux imagine y installer son siège après rénovation. Un projet finalement abandonné.





Depuis le lundi 15 juin, soit près de 70 ans après la pose de sa première pierre, l'église connaît ses premiers coups de pelle mécanique. - Photo Paris Normandie

Depuis le lundi 15 juin, soit près de 70 ans après la pose de sa première pierre, l'église connaît ses premiers coups de pelle mécanique. Mardi, l'entreprise chargée du chantier, la SARL Leleu et Fils, basée à Illois, s'est attachée à préserver les trois vitraux du bâtiment. *« Ils sont maçonnés, il faut donc les découper, ce qui n'est pas évident, mais nous avons réussi »*, explique Thimoté Leleu. Pour le professionnel, cette intervention reste particulière. *« Nous sommes habitués à la démolition de bâtiments, mais une église, c'est une première. C'est vrai que c'est un peu particulier, mais derrière chaque démolition, il y a une histoire. »*

« Les déchets sont triés puis recyclés »

Avant le lancement du chantier, plusieurs étapes réglementaires ont été nécessaires. *« Il y a eu des fouilles, puis des diagnostics de recherche de matières dangereuses et enfin l'obtention du permis de démolir »*, précise-t-il. Dans un premier temps, les équipes procèdent à la séparation de la sacristie et du cabinet médical voisin. *« Nous fractionnons progressivement la structure afin d'observer son comportement. Les déchets sont triés puis recyclés. Ils seront réutilisés en remblais pour constituer des fonds et remplacer les cailloux de plaine. »*





Trois vitraux ont été préservés. - Photo Paris Normandie

La principale difficulté réside dans l'environnement immédiat du chantier. L'église est entourée d'habitations, d'un cabinet médical – installé dans l'ancien presbytère – et d'un parking. Sa hauteur, estimée à 11 mètres, complique également les opérations. Pour atteindre certaines zones, l'entreprise doit apporter des gravats afin de rehausser la pelleteuse.

Si le calendrier est respecté, l'église Saint-Martin devrait disparaître du paysage de Serqueux d'ici la fin de la semaine. Seule la sacristie témoignera encore de sa présence.

Lire aussi



[On fait quoi ce week-end à Dieppe, dans sa région et en pays de Bray ?]



[Fortes chaleurs : comment Neufchâtel-en-Bray entend protéger les personnes vulnérables]





Fête de la musique : notre sélection de rendez-vous dans l'Eure et en Seine Maritime

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Serqueux (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Neufchâtel-en-Bray



En Seine-Maritime, les pelleteuses effacent 70 ans d'histoire en détruisant cette église



[On fait quoi ce week-end à Dieppe, dans sa région et en pays de Bray ?]



Video

[Soren, 16 ans, a relevé le défi de la dictée « en gare » à Dieppe : « Une ambiance de compétition »]





[Fortes chaleurs : comment Neufchâtel-en-Bray entend protéger les personnes vulnérables]



[Fête de la musique : notre sélection de rendez-vous dans l'Eure et en Seine Maritime]





D’hier à aujourd’hui, le surprenant destin de l’église Saint-Martin de Foucarmont

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

CHU de Rouen : une première qui va révolutionner le dépistage précoce du cancer du poumon

Benoît Marin-Curtoud

6–7 minutes

Jeudi 11 juin 2026, le CHU de Rouen a inauguré une nouvelle solution pour le dépistage précoce du cancer du poumon, l’un des plus meurtriers en France avec 30 400 décès chaque année. Explications.

Ajouter Paris Normandie sur Google



Par Benoît Marin-Curtoud

Publié: 17 Juin 2026 à 13h10 Temps de lecture: 1 min

C’est le défi toujours posé aux médecins : comment dépister un cancer, a fortiori du poumon, avant qu’il ne soit trop tard ? Avec des *« symptômes non spécifiques »*, précise le CHU de Rouen, *« les cancers du poumon sont souvent constatés à un stade avancé »*. Et le pronostic est mauvais. *« Le taux de survie à 5 ans n’est que de 20 %, soulignant l’urgence d’améliorer les méthodes de dépistage et de diagnostic ».*

Consultez l'actualité en vidéo

Dans ce combat contre la maladie, le CHU de Rouen vient d'innover en réalisant une bronchoscopie (un examen visuel de l'intérieur des poumons, qui aujourd'hui se fait la plupart du temps avec des microcaméras introduites par la trachée) assez révolutionnaire qui donne un espoir aux malades d'être pris plus souvent à temps.

Améliorer le diagnostic précoce

« Le Pr Samy Lachkar, responsable de l'unité d'endoscopie respiratoire de pneumologie du CHU de Rouen, a réalisé avec succès la première bronchoscopie robotisée au sein de l'établissement », vient d'annoncer le CHU.

« Grâce à cette technologie de bronchoscopie robotisée nous pouvons accéder avec une précision inédite aux nodules pulmonaires périphériques afin d'améliorer le diagnostic précoce, d'éviter certaines chirurgies invasives, et de préparer de futures techniques d'ablation mini-invasive du cancer pulmonaire », témoigne le Pr Samy Lachkar.



Grâce à une technologie de bronchoscopie assistée par robot, le CHU pourra dépister plus précocement les cancers du poumon et réduire la mortalité de ces affections. - Photo DR CHU Rouen

Comment ça marche ? *« La plateforme de bronchoscopie robot-assistée développée par Intuitive© (800 « systèmes Ion » sont déjà installés dans le monde) utilise un cathéter robotique ultra-mince doté d'une technologie unique de détection de formes, permettant aux cliniciens de naviguer dans les zones profondes et difficiles d'accès des poumons. La stabilité sans précédent d'Ion permet de prélever du tissu pour la biopsie avec une précision et une exactitude très supérieures à celles obtenues avec des bronchoscopes manuels »*, détaille le CHU.

L'espoir de faire reculer de 20 à 25 % la mortalité des cancers du poumon

Grâce à l'assistance robotisée, le pneumologue – en amont de son examen – planifie l'itinéraire de son cathéter vers le nodule problématique grâce à une modélisation 3D qui lui permet de choisir parmi plusieurs tracés. C'est ensuite que le cathéter entièrement articulé est inséré via la bouche et gorge du patient jusque dans le poumon et l'assistance robotisée permet de suivre en temps réel le trajet de la caméra dans les voies respiratoires. Une fois arrivé au nodule, le clinicien peut prélever les échantillons nécessaires à la biopsie.

« Un tel dépistage pourrait réduire d'environ 20 à 25 % la mortalité liée à ces cancers », annonce le CHU. Une très bonne nouvelle pour les 53 000 nouveaux patients annuels en France souffrant d'un cancer du poumon où d'ailleurs, les statistiques les démontrent, le taux d'incidence chez les femmes est en *« augmentation alarmante »* (+ 4,3 % entre 2010 et 2023).

Lire aussi



[À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère]



[Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives]





Un nouvel espoir pour cette usine à l'arrêt près de Rouen

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen



Video

Balade sur la Seine à bord du Belem : immersion sur un trois-mâts

mythique entre Caudebec et Rouen



« Nos communautés trinquent » : à Rouen, la marche des fiertés défilera contre le sida



À Déville-lès-Rouen, des collégiens envoient un ballon dans la stratosphère





[Contournement Est de Rouen : ses opposants célèbrent une « victoire citoyenne » et proposent des alternatives]



[Embarqué avec Guillaume Levasseur, conducteur de bus à Rouen primé pour sa conduite]





Un nouvel espoir pour cette usine à l’arrêt près de Rouen

Voir plus d'articles

Juste pour vous

tendanceouest.com

Normandie. "Les eaux de baignade sont de bonne qualité" : ils chassent les bactéries pendant l'été

Lilian Fermin

3–4 minutes

Thierry Bouché enfile une combinaison, un gilet de sauvetage car on ne sait jamais, et file se jeter à l'eau. S'il fait chaud ce mercredi 17 juin, lui n'est pas là pour se prélasser. Il est technicien préleveur pour Labéo à Caen, et est chargé de vérifier la qualité des eaux de baignade normandes. *"J'utilise une perche de prélèvement désinfectée, avec un flacon stérile. J'immerge mon flacon dans une zone bien déterminée, et je prends aussi la température de l'eau"*, détaille-t-il.

Une fois ce demi-litre d'eau de mer prélevé, il s'en va déposer l'échantillon dans une chambre froide dans son camion, et peut répéter le geste jusqu'à douze fois sur les plages calvadosiennes, avant de vite déposer ces prélèvements au laboratoire. Au bout de 48h, la qualité de l'eau sera connue.

En cas de drapeau violet brandi, la baignade devient interdite

Ce mercredi 17 juin, l'ARS Normandie, l'Agence régionale de santé, organisait une conférence de presse pour présenter le contrôle de la qualité des eaux de baignade. Et si ceux qui ont posé leur serviette sur

le sable de Hermanville-sur-Mer, dans le Calvados, ont semblé interloqués par les gestes scrutés de Thierry Bouché, ils ont une réelle importance. En cas de drapeau violet brandi, signifiant une pollution de l'eau, celle-ci devient interdite. Des symptômes comme une gastro-entérite ou des maux de tête sont à craindre. *"Ce qui peut générer une consommation de médicaments, ou un recours aux soins"*, illustre Gautier Jue, responsable de l'unité départementale du pôle santé environnement.

Des contrôles réguliers

Pour éviter cela, les contrôles sont fréquents, et inopinés. Entre le 15 juin et le 15 septembre, une eau de baignade, qui ne se trouve pas obligatoirement sur la côte, est analysée entre dix et vingt fois. *"La fréquence est plus importante que la directive européenne, qui impose quatre prélèvements au minimum pendant la saison balnéaire, c'est assez peu"*, constate Catherine Boutet, responsable du pôle santé environnement à l'échelle régionale pour l'ARS. De quoi lui faire dire que *"les eaux de baignade sont de bonne qualité en Normandie"*, alors qu'en 2025, 92% des sites étaient jugés de qualité excellente ou bonne.

Pourquoi la qualité est-elle dégradée ?

Pour garantir une qualité suffisante, les collectivités sont à pied d'œuvre. Tâche à elles d'assurer un bon réseau d'assainissement ou d'identifier tout mauvais branchement. Mais parfois, *"des épisodes climatiques particuliers"* dégradent la qualité de l'eau. *"Pendant certains orages violents, un amas d'eau important arrive, et le réseau d'assainissement peut se retrouver altéré, avec l'introduction d'eau de pluie, et il peut déborder"*, illustre Catherine Boutet. Pour autant, elle veut croire en des résultats toujours meilleurs. *"Le 100% de qualité bonne ou excellente, c'est possible. Les collectivités travaillent pour*

faire en sorte !", assure-t-elle.